



BANQUE  
**WORMSER FRÈRES**

# RAPPORT ANNUEL 2021

---

Assemblée générale ordinaire  
du 19 mai 2022

Messieurs	Alain	WORMSER, <i>Président du Conseil d'Administration</i>
	Marc	WORMSER, <i>Directeur Général</i>
	Julien	WORMSER, <i>Directeur Général Délégué</i>
Mesdames	Béatrice	JOUAN, <i>Administratrice</i>
	Catherine	LUBOCHINSKY, <i>Administratrice</i>
Messieurs	Christian	KLEIN, <i>Administrateur</i>
	François	SIN, <i>Administrateur</i>
	Jacques H.	WAHL, <i>Administrateur</i>
	Gérard	WORMSER, <i>Administrateur</i>
	Guy	WORMSER, <i>Administrateur</i>

# MESSAGE DU PRÉSIDENT

Mesdames, Messieurs,

En 2021, l'année de ses quatre-vingt-cinq ans, la banque Wormser Frères réalisa un bon exercice. Au-delà de cette satisfaction elle eut la douleur de perdre son Président émérite Monsieur Marcel Wormser, qui y consacra toute sa vie et la présida de 1967 à 1997.

Ce fut un grand homme, humaniste, généreux, clairvoyant, travailleur jusqu'à ses derniers instants. Sa connaissance des mécanismes bancaires les plus fins était exceptionnelle et louée par tous nationalement et internationalement. Il fut à l'origine de nombreuses réformes nécessaires à la profession. Grâce à lui votre établissement a surmonté sans encombre toutes les crises financières du XXe siècle et du début du XXIe.

Il sut avec brio et constance, dans un univers bancaire toujours plus complexe où la confiance dans l'humain s'étiolait au profit de programmes informatiques, perpétuer l'indépendance de la banque, si chère à son père Georges Wormser, fondateur de la banque en 1936.

Son œuvre au service de ses prochains, de la banque et des causes qu'il soutenait, mérite que nous lui rendions un hommage particulier. Ce sera fait en fin d'année 2022 sous la forme d'un colloque, auquel vous serez conviés, portant sur toutes ses réalisations.

Au-delà de notre établissement, l'année économique fut marquée par une politique de soutien budgétaire massif à l'économie suivie par les pays du monde entier pour contrer les effets négatifs des mesures sanitaires restrictives imposées par l'épidémie. Ces politiques budgétaires furent accompagnées par les banques centrales qui ont maintenu leur politique monétaire très accommodante de refinancement des dettes d'états à des conditions extrêmement avantageuses. Ainsi dopées, les économies mondiales ont connu une reprise exceptionnelle de leur croissance. En 2021, la croissance du PIB en France s'est établie à 7 % effaçant en grande partie la récession enregistrée en 2020 à 8 %.

Dans ces conditions, et finalement contre toute attente, les marchés financiers ont été rassurés par la perte en dangerosité de la COVID-19 et de ses variants et par la visibilité de ces mesures financières. L'absence de volatilité sur le marché des changes, l'ampleur de la création monétaire, les politiques budgétaires accommodantes furent autant d'éléments permettant de comprendre pourquoi les marchés actions, cotés ou non, obligataires ou de l'immobilier ont tous progressé significativement au cours de cette année et ce malgré une inflation renaissante caractérisée par une reprise des cours de l'énergie et des matières premières et par un marché du travail dynamique.

Dans ce contexte économique finalement favorable aux banques, forte de ses bons résultats et de son anniversaire, il nous a paru important au moment du passage de témoin d'une génération à l'autre, de préciser pour les prochaines années nos objectifs et nos valeurs. Nous les aborderons plus bas.

Sur nos deux métiers principaux que sont le financement et le placement, nous avons connu en 2021 une forte dynamique nous permettant de réaliser une année historique, tant en termes de croissance que de résultats. Ainsi l'année dernière nous avons octroyé près de 100 millions d'euros de nouveaux crédits et il nous a été confié plus de 100 millions d'euros de placements additionnels sur des emplois cotés ou non cotés.

Grâce à l'expertise accumulée dans le choix des sociétés cotées sélectionnées en direct au niveau international et à une stratégie d'investissement efficiente, nous avons cette année, tout comme en 2020, offert à nos clients des performances très positives.

Pour les placements non cotés, c'est-à-dire le capital-investissement, nous avons connu un réel décollage, grâce à la mise en place d'une gamme unique sur le marché français de fonds diversifiés dans le Private Equity ou l'immobilier, habituellement réservée aux institutionnels.

Nous avons notamment lancé sur le segment de la dette privée notre 1er fonds de Venture Loan de 20 millions d'euros afin de proposer à nos clients de participer, à nos côtés, au financement du développement de sociétés innovantes au modèle économique éprouvé.

Nous avons continué à investir à la fois en moyens humains et informatiques. De nouveaux collaborateurs experts en leur domaine ont été recrutés. L'investissement dans nos outils se poursuit et les résultats se concrétiseront dès 2022, avec un nouveau site internet, un nouvel espace client, une nouvelle application mobile et des bureaux réaménagés en fin d'année.

Les encours transférés via la marque BdE, réservée au transfert d'argent, ont augmenté cette année ; les commissions reçues s'inscrivent en hausse de 7 % d'une année sur l'autre.

Le service de banque en ligne Manager.one, a poursuivi son développement et sa bonne contribution à nos résultats. En 2021 plusieurs partenariats stratégiques ont été signés avec des acteurs de premier plan dans le cadre des services liés aux traitements des frais généraux de leurs collaborateurs.

Signe de la bonne dynamique de la banque, son bilan est en forte progression passant sous l'effet de l'accroissement de nos engagements et de notre collecte de dépôts de 388,7 millions d'euros en 2020 à 494,1 millions d'euros en 2021. La majeure partie de cet accroissement de la collecte vient de notre banque en ligne Manager.one qui a maintenant trouvé sa clientèle.

Notre résultat d'exploitation est en hausse significative à 3,9 millions d'euros contre 2 millions d'euros l'année passée. Sa décomposition traduit notre bonne activité et fait apparaître une hausse comparée à 2020 de notre produit net bancaire de 3,9 millions d'euros et de 2,4 millions d'euros de charges générales d'exploitation. La bonne tenue de notre coût du risque contribue à vous présenter un résultat net après impôt proche du résultat d'exploitation à 2,8 millions d'euros.

Le résultat de notre filiale la société de gestion Wormser Frères Gestion a augmenté en 2021 à 0,83 million d'euros contre 0,69 million d'euros en 2020. Souhaitant augmenter ses fonds propres pour bénéficier d'opportunités de croissance externe, le dividende 2021 de Wormser Frères Gestion s'établira à 450 000 euros contre 687 000 euros au titre de l'exercice 2020.

Nos ratios confortables, LCR à 136 %, Tier One du ratio Bâle 3, avant affectation du résultat 2021, à 15,55 % nous permettent de poursuivre sereinement notre expansion dans le cadre de nos principes redéfinis mentionnés plus haut et que nous vous livrons maintenant.

Ce travail impulsé par sa nouvelle direction a été mené avec l'aide de ses clients, partenaires et collaborateurs afin de mieux appréhender les défis des années à venir.

L'objectif de la banque a été ainsi défini :

*« Demeurer un rouage utile et positif de la société, favoriser la croissance de l'économie réelle, rester fidèle à nos clients et leur offrir un accompagnement sur mesure, aussi bien dans leurs sphères personnelles que professionnelles. Se donner les moyens de demeurer une banque indépendante et éthique, à taille humaine, avec un solide ancrage historique et une forte capacité d'innovation, notamment en tant qu'acteur de référence de la finance durable ».*

Cette ambition repose sur cinq valeurs fondamentales : la proximité, la réactivité, l'innovation, l'adaptabilité et la pérennité. Vous retrouverez les engagements concrets que nous prenons derrière ces valeurs dans ce rapport et sur notre site internet.

Nous avons donc à cœur de devenir un acteur de référence de la finance durable conscient de notre capacité à flécher les ressources et ainsi à jouer notre rôle, à notre échelle, dans la résolution des défis sociaux et environnementaux auxquels nous faisons face.

Afin de réduire nos impacts négatifs, en complément de l'analyse financière de nos activités, nous nous livrerons systématiquement à une analyse des critères environnementaux sociaux et de gouvernance avec pour éventuelle conséquence de refuser aussi bien des placements proposés que des financements envisagés. Nous veillerons plus généralement à réduire notre intensité carbone.

Au-delà de la réduction des impacts négatifs, nous souhaitons augmenter nos impacts positifs. Pour les placements, nous proposerons pour chaque classe d'actifs une alternative d'investissement durable ou à impact c'est-à-dire dont l'activité est significativement exposée aux objectifs de développement durable définis par l'ONU. Pour les crédits nous développerons également une offre de financement à impact.

Nous communiquerons avec transparence sur des indicateurs précis traduisant l'avancée de l'ensemble de ces engagements.

Au moment de la parution de ce rapport, l'histoire retiendra, après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, que la guerre est de retour sur le continent européen. Au-delà du bilan humain dramatique, ce conflit a entraîné une hausse brutale des prix des matières premières et de l'énergie. Notre établissement n'a aucun engagement avec ces deux pays et aucune conséquence directe sur notre établissement n'est à craindre. Néanmoins ce terrible événement va inévitablement bouleverser l'économie mondiale et augmenter les risques. C'est pourquoi le dividende proposé, légèrement en hausse sur celui de l'an passé laisse la majeure partie de notre résultat au report à nouveau.

Nous sommes confiants, pour autant que ce conflit ne dégénère pas, en notre résilience et en notre capacité à poursuivre la croissance régulière de nos activités et de nos bénéfices.

Nos collaborateurs ont fait preuve d'agilité et d'un engagement sans faille encore cette année face à des contraintes sanitaires lourdes. Nous souhaitons leur exprimer notre reconnaissance pour l'excellent travail accompli et sommes heureux qu'ils puissent pour la première fois tirer avantage de l'intéressement à nos résultats mis en place cette année.

# RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES COMPTES SOCIAUX DE L'EXERCICE 2021

Mesdames, Messieurs,

Les comptes sociaux de l'exercice 2021 que nous vous présentons aujourd'hui sont ceux d'une année au terme de laquelle votre banque a obtenu un résultat net après impôt supérieur à celui de l'exercice précédent, de 2 579 938 euros contre 1 566 143 euros. Malgré la crise du Covid-19 qui s'est poursuivie en 2021, elle a été en mesure, grâce à la mobilisation de ses équipes, de poursuivre la croissance de ses activités historiques de banque privée, à savoir le crédit et la gestion cotée, complétée par une offre de placements non cotés dont l'offre s'est considérablement élargie et en parallèle de poursuivre le fort développement de son activité innovante de banque en ligne pour les professionnels, proposés depuis 2017 sous la marque Manager One.

## Au bilan

Le total du bilan de fin d'année augmente à 493 761 943 euros (388 489 934 euros en 2020).

A l'actif, dans le cadre de la gestion de trésorerie, le poste Caisses, Banques centrales augmente à 162 734 032 euros (105 024 211 euros en 2020) inversement au poste des créances sur les établissements de crédit qui passe à 32 282 917 euros (43 168 255 euros en 2020).

Corollairement les encours de nos investissements de marché ont augmenté à 25 289 076 euros (14 599 405 euros en 2020). Dans le détail, si les obligations et autres titres à revenu fixe du secteur privé décroissent à 2 171 469 euros (3 883 218 euros en 2020), les effets publics et valeurs assimilées et les actions et autres titres à revenu variable croissent respectivement à 12 879 372 euros (3 403 424 euros en 2020) et à 10 238 235 euros (7 312 763 euros en 2020).

La progression des dépôts de notre clientèle, liée à la croissance de notre activité de services de banque en ligne couplée à un bon dynamisme commercial, a permis de financer la hausse de nos opérations de crédit à la clientèle dont le montant atteint en fin d'année 258 898 514 euros (211 982 937 euros en 2020).

La hausse du poste « autres actifs » à 10 365 485 euros (10 090 556 euros en 2020) correspond à une opération sur un bien immobilier compensée par la baisse de dépôt sur les comptes bancaires dédiés aux règlements sur titres.

L'augmentation des comptes de régularisation à 1 942 277 euros (1 304 623 euros en 2020) est due à une hausse des commissions de performance à recevoir sur les portefeuilles gérés.

Au passif, l'accroissement des dettes envers les établissements de crédit à 48 090 728 euros (30 738 180 euros en 2020) s'explique par l'augmentation des dépôts de banques étrangères dans le cadre d'opérations d'exportation.

Le montant global des dépôts de la clientèle augmente fortement à 394 873 997 euros (311 106 206 en 2020), grâce à la fois au développement de notre clientèle privée et à la montée en puissance de notre activité de banque en ligne pour les professionnels.

L'augmentation des comptes de régularisation à 3 041 905 euros (1 647 314 euros en 2020) est due essentiellement à la hausse des factures non parvenues sur des frais 2021 et à des virements effectués le dernier jour de l'année non encore dénoués.

## Au hors bilan

Les engagements donnés ont diminué à 30 430 367 euros (34 989 522 euros en 2020) du fait de la baisse des garanties émises à 7 268 723 euros (17 154 044 euros en 2020) alors que dans le même temps les crédits accordés mais non encore utilisés progressaient à 23 161 644 euros (17 835 478 euros en 2020).

Les engagements reçus ont aussi diminué à 11 814 625 euros (contre 12 680 691 euros en 2020) du fait de la baisse à 5 443 875 euros (contre 7 823 628 euros en 2020) des garanties reçues par les établissements de crédit, liée notamment à des remboursements de crédits PGE et à la hausse à 6 370 750 euros (contre 4 857 063 euros en 2020) de nos engagements pris pour des souscriptions de titres.

## Au compte de résultats

Le produit des opérations traitées avec la clientèle augmente au titre des intérêts sur les opérations de crédit, à 7 173 128 euros (6 645 814 euros en 2020), du fait de la hausse des encours des crédits. Il en est de même au titre des commissions perçues, 11 560 161 euros (7 760 273 euros en 2020) qui portent à la fois sur les commissions sur opérations de bourse liés aux mandats des clients à 4 587 668 euros (2 995 185 euros en 2020) grâce à une bonne performance des portefeuilles gérés et sur celles liées aux opérations bancaires à 6 972 493 euros (4 765 088 euros en 2020) essentiellement liée à la croissance de l'activité Manager One.

Les produits sur revenus des titres à revenu variable diminuent à 587 277 euros (677 000 euros en 2020), notre filiale Wormser Frères Gestion souhaitant accroître ses fonds propres pour ses futures activités.

Les autres produits d'exploitation bancaire baissent légèrement à 637 141 euros (875 911 euros en 2020), dû à une opération immobilière réalisée en 2020 ayant généré un gain significatif.

L'augmentation des charges générales d'exploitation à 12 901 863 euros (10 597 736 euros en 2020) correspond à un accroissement des charges de personnel s'élevant à 7 393 948 euros en 2021 (6 762 179 euros en 2020) et aussi des frais généraux passant à 5 507 915 euros en 2021 (3 835 557 euros en 2020). Ces hausses sont la conséquence du développement actuel et souhaité de nos diverses activités. Il est également à noter qu'en 2021 un accord d'intéressement salarial a été mis en place, la charge afférente pour l'exercice 2021 s'élève à 238 531 euros.

Tenu compte de la hausse du produit net bancaire plus importante que celle des charges générales d'exploitation, le résultat brut d'exploitation s'établit à 2 984 866 euros (1 769 765 euros en 2020).

Le « coût du risque » fait ressortir un produit de 441 303 euros (153 205 euros en 2020) du fait de reprises de provisions sur certains dossiers ayant trouvé une issue favorable.

Finalement, après comptabilisation d'une perte sur actifs immobilisés de 14 225 euros, d'une perte exceptionnelle de 103 809 euros et enfin d'une charge fiscale de 728 197 euros, le bénéfice net s'établit à 2 579 938 euros (1 566 143 euros en 2020).

Du fait de la hausse de notre produit net bancaire plus forte que celle des charges, notre coefficient d'exploitation, 80% (84% en 2020), est logiquement plus favorable.

Le coefficient de liquidité à court terme « Liquidity Coverage Ratio » et le coefficient de liquidité à long terme « Net Stable Fund Ratio » applicable depuis 2021 s'élèvent respectivement à 169% et à 136%, restant supérieur au 100 % de minimum exigé.

Notre coefficient « Tier One du ratio Bâle 3 » en fin d'année s'établit à 15,55% (16,72% en fin d'année

2020) du fait de la croissance des crédits accordés et de l'investissement dans le portefeuille titres, restant supérieur au minimum réglementaire de 10,50 %.

Les niveaux respectifs de ces ratios nous permettent de poursuivre sereinement l'expansion de nos encours de crédit.

Au-delà des résultats sociaux, il convient de vous rendre compte de la marche de notre filiale, la société de gestion Wormser Frères Gestion.

Son résultat net a augmenté en 2021 à 827 689 euros (687 122 euros en 2020) ; elle nous a versé en fin d'année un acompte sur dividende de 450 000 euros (550 000 euros en 2020). Souhaitant augmenter ses fonds propres, contrairement aux années précédentes, il n'y aura pas de complément de dividendes pour l'exercice 2021. Le dividende 2021 s'élève donc à 450 000 euros (687 000 euros au titre de l'exercice 2020).

A la date d'établissement des comptes annuels, suite aux évènements ayant lieu en Ukraine, la banque n'a pas constaté d'impact notable sur la bonne marche de son activité.

Nous vous précisons, par application de la loi :

- Que le mode de présentation des comptes annuels et les méthodes d'évaluation suivies les années précédentes n'ont pas été modifiés cette année.
- Qu'en application de l'article L441-6-1 du Code de Commerce, nous indiquons que la situation des dettes fournisseurs inscrites au bilan pour un montant TTC de 230 961 euros est présentée ci-dessous en fonction de leur nature et des délais de règlement :

en euros

Factures reçues non encore réglées au 31-12-2021 dont le terme est :	Nombre de factures concernées	non échues	échues de 1 à 30 jours	échues de 31 à 60 jours	échues de 61 à 90 jours	échues à 91 jours et plus	TOTAL HT
<b>Commissions bancaires</b>							
Montant total des factures concernées Hors Taxe	9	36 077					36 077
Pourcentage du montant total des charges 2021 afférentes		0,89%					0,89%
<b>Frais Généraux</b>							
Montant total des factures concernées Hors Taxe	52	49 661	6 258	13 295	28 292	41 412	138 917
Pourcentage du montant total des charges 2021 afférentes		1,03%	0,13%	0,28%	0,59%	0,86%	2,89%
<b>Immobilisations</b>							
Montant total des factures concernées Hors Taxe	4	27 914					27 914
Pourcentage du montant total des achats Hors Taxe d'immobilisations 2021		9,59%					9,59%



- Que votre Société poursuit un programme de recherche et de développement afin d'améliorer la rapidité de ses logiciels dans le cadre de son activité de transfert d'argent.
- Que les principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée sont : le risque de crédit, de marché, de change, de taux d'intérêt global, de liquidité, de règlement, d'intermédiation, de non-conformité ainsi que les risques opérationnels, juridiques, de concentration et résiduels.
- Que les objectifs et la politique de votre Société en matière de gestion de risque financier respectent les obligations réglementaires des banques et à ce titre font l'objet de décisions tant du Conseil d'administration que de la direction générale. Le contrôle du respect des limites fixées est effectué quotidiennement.
- Que notre actionnariat a nécessairement évolué depuis notre dernière assemblée générale ordinaire suite au décès de Monsieur Marcel Wormser mais aucun actionnaire ne dispose de plus d'un tiers du capital. Six actionnaires, Mesdames Astrid Wormser, Béatrice Jouan et Isabelle Wormser, Messieurs Alain, Gérard et Guy Wormser disposent chacun de droits entrant dans la tranche de 5 à 33 % du capital.
- Que, conformément aux dispositions de l'article 223 du Code Général des Impôts, les comptes de l'exercice écoulé ne prennent en charge aucunes des dépenses non déductibles du résultat fiscal au sens des termes de l'article 39-4 du même code.

Nous vous indiquons que le comité d'audit issu du conseil d'administration siégea les 22 juin 2021, 14 décembre 2021 et 7 avril 2022.

Le mandat d'administrateur de Madame Catherine Lubochinsky expire lors de cette Assemblée. Elle se représente à vos suffrages. Nous vous proposons sa réélection pour six exercices.

Tenu compte du résultat de l'exercice et des capacités de développement de votre banque que continue à receler sa bonne capitalisation, nous vous proposons d'augmenter cette année de 200 000 euros la distribution aux actionnaires, soit un dividende unitaire de 3 euros 75 centimes par action (contre deux euros cinquante centimes l'an dernier).

Si vous l'approuvez, la distribution portera sur 600 000 euros sur un bénéfice distribuable de 14 352 772,81 euros, laissant donc un report à nouveau de 13 752 772,81 euros.

Il a été distribué globalement aux 160 000 actions formant le capital social et hors crédit d'impôt 400 000 euros au titre de l'exercice 2020.

Malgré la complexité et l'incertitude liés à la situation actuelle, votre conseil constate que le plan de continuité de votre banque fonctionne grâce aux efforts de tous les collaborateurs et que les niveaux des différents ratios de solvabilité ou de liquidité permettent d'aborder l'année sereinement. Il se joint à son Président pour exprimer à la direction et au personnel de la banque et de sa filiale ses remerciements pour leur dévouement, leur ardeur à assumer le surcroît de travail et leur solidarité pour faire face à la situation actuelle.

# RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

## Exercice clos le 31 décembre 2021

### **MODALITÉS D'EXERCICE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE**

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37-4, 4° du Code de commerce, nous vous indiquons que votre Conseil d'Administration a procédé au choix de l'une des deux modalités d'exercice de la direction générale prévues à l'article L. 225-51-1 du Code de commerce et que la présente indication ne sera pas reprise dans les rapports ultérieurs, sauf modification du mode d'exercice de la direction générale.

Le Conseil d'Administration a décidé en date du 9 novembre 2020 de dissocier les fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général.

En conséquence, Monsieur Alain Wormser continue à exercer la fonction de Président du Conseil d'Administration pour la durée de son mandat d'administrateur qui expirera lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2025.

Monsieur Marc Wormser assume la direction générale de la Banque pour la durée de son mandat d'administrateur qui expirera lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2023.

### **CONVENTIONS CONCLUES PAR UN MANDATAIRE SOCIAL OU UN ACTIONNAIRE SIGNIFICATIF DE LA SOCIÉTÉ AVEC UNE FILIALE**

En application des dispositions de l'article L. 225-37-4, 2° du Code de commerce, nous vous indiquons qu'aucune convention n'est intervenues, directement ou par personne interposée, entre, d'une part, et selon le cas, le directeur général, l'un des directeurs généraux délégués, l'un des administrateurs ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % de la Société et, d'autre part, une autre société dont la Société possède, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital, à l'exception des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

### **INFORMATIONS CONCERNANT LES MANDATAIRES SOCIAUX**

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37-4, 1° du Code de commerce, nous vous présentons la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux :

Monsieur Alain Wormser, Président du Conseil d'Administration de la Banque d'Escompte ;  
Directeur Général de la société BRCW ;

Monsieur Marc Wormser, Administrateur et Directeur Général de la Banque d'Escompte ;  
n'exerce pas de mandat ou de fonction au sein d'autres sociétés ;

Monsieur Julien Wormser, Administrateur et Directeur Général Délégué de la Banque d'Escompte ;  
n'exerce pas de mandat ou de fonction au sein d'autres sociétés ;

Madame Béatrice Jouan, Administratrice de la Banque d'Escompte ;  
Gérante de la SARL Tam Tam Conseil ;

Madame Catherine Lubochinsky, Administratrice de la Banque d'Escompte ;  
n'exerce pas de mandat ou de fonction au sein d'autres sociétés ;

Monsieur François Sin, Administrateur de la Banque d'Escompte ;  
n'exerce pas de mandat ou de fonction au sein d'autres sociétés ;

Monsieur Jacques Henri Wahl, Administrateur de la Banque d'Escompte ;  
n'exerce pas de mandat ou de fonction au sein d'autres sociétés ;

Monsieur Gérard Wormser, Administrateur de la Banque d'Escompte ;  
n'exerce pas de mandat ou de fonction au sein d'autres sociétés ;

Monsieur Guy Wormser, Administrateur de la Banque d'Escompte ;  
Président de la Société des Amis de Georges Clémenceau ;

Monsieur Christian Klein, Administrateur de la Banque d'Escompte ;  
Membre du Conseil d'Administration de la Caisse de Crédit Mutuel de Champs de Mars Paris XV.

Parmi ces administrateurs, Madame Catherine Lubochinsky et Messieurs François Sin Jacques-Henri Wahl et Christian Klein sont des administrateurs indépendants ; Madame Béatrice Jouan, et Messieurs Gérard et Guy Wormser représentent les actionnaires ; Messieurs Alain, Marc et Julien Wormser sont dirigeants.

## **TABLEAU DES DÉLÉGATIONS EN MATIÈRE D'AUGMENTATION DE CAPITAL**

### Délégation de compétence :

Aucune délégation de compétence au Conseil d'Administration pour décider d'augmenter le capital n'est en cours de validité.

### Délégation de pouvoirs :

Aucune délégation de pouvoirs au Conseil d'Administration en vue de la réalisation d'une augmentation de capital n'est en cours de validité.



# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Aux Actionnaires,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Banque d'Escompte - Wormser Frères relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

## **Fondement de l'opinion**

### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

## **Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### Risque de crédit et dépréciation des créances sur base individuelle

Risque identifié	Notre réponse
<p>La Banque d'Escompte – Wormser Frères est exposé aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques, résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts.</p> <p>La Banque constitue des provisions pour couvrir les risques avérés de pertes.</p> <p>Comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels, les créances douteuses présentant un risque de non-recouvrement partiel ou total font l'objet d'une provision pour dépréciation, en déduction de l'actif de façon à couvrir les pertes prévisionnelles. Ce provisionnement est déterminé sur la base d'examens réguliers, dossier par dossier, en tenant compte de l'analyse du risque et des garanties disponibles.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation de ces provisions constitue un point clé de l'audit des comptes annuels, compte tenu de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour la détermination de l'exposition individuelle de la Banque.</p>	<p>Nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne mises en place par la Banque pour évaluer, sur une base individuelle, le montant des dépréciations des créances de sa clientèle, notamment au travers d'échanges réguliers avec la direction et plus particulièrement avec la direction des engagements et le service juridique.</p> <p>Nos travaux ont consisté en la réalisation de tests, par sondage, du dispositif d'identification et de suivi des risques de crédits et du dispositif d'estimation des dépréciations.</p> <p>Sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risque, nous avons analysé la documentation relative à l'appréciation du risque de non-recouvrement.</p>

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 du code de commerce.

## Autres informations

Désignation des commissaires aux comptes

Le cabinet MAZARS a été nommé commissaire aux comptes de la société Banque d'Escompte par l'Assemblée Générale du 9 avril 2008.

A la date de clôture, le cabinet MAZARS était dans la quatorzième année de sa mission sans interruption.

Madame Maryse Le Goff est devenue commissaire aux comptes titulaire à la suite de la démission de Monsieur Nicolas Goldet en date du 11 septembre 2017.

A la date de clôture, Madame Maryse Le Goff était dans la cinquième année de sa mission sans interruption.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

### Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### **Rapport au comité d'audit**

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Paris et à Courbevoie, le 28 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

MARYSE LE GOFF

MAZARS

Maryse LE GOFF

Bertrand DESPORTES

# RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTION RÉGLEMENTÉES

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

**Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.**

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

## **CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

### Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-38 du code de commerce.

## **CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE**

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution de la convention suivante, déjà approuvée par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Convention avec la société Tam-Tam Conseil SARL, société de conseil en communication (société gérée par Madame Béatrice Jouan, administrateur de la Banque d'Escompte).

Le conseil d'administration du 22 septembre 2010 a autorisé la signature d'une convention de conseil en communication avec la société Tam-Tam Conseil SARL.

Le montant des charges y afférent dans le compte de résultats de la banque pour l'exercice 2021 s'élève à 112 857 euros.

Fait à Paris et à Courbevoie, le 28 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

MARYSE LE GOFF MAZARS

Maryse LE GOFF Bertrand DESPORTES

# RÉSULTATS FINANCIERS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	2017	2018	2019	2020	2021
<b>1. SITUATION FINANCIÈRE EN FIN D'EXERCICE</b>					
a) Capital social ( <i>en euros</i> ) .....	16 000 000	16 000 000	16 000 000	16 000 000	16 000 000
b) Nombre d'actions émises .....	160 000	160 000	160 000	160 000	160 000
<b>2. RÉSULTAT GLOBAL DES OPÉRATIONS (<i>en euros</i>)</b>					
a) Chiffre d'affaires .....	15 580 051	14 797 979	16 433 720	16 110 471	20 041 135
b) Résultats avant impôt, amortissements, provisions .....	4 008 040	2 537 176	2 371 542	2 394 840	3 206 760
c) Impôts sur les bénéfices .....	393 750	252 694	365 208	348 628	728 197
d) Résultats après impôt, amortissements, provisions .....	1 542 945	1 333 131	1 377 800	1 566 143	2 579 938
<b>3. RÉSULTAT DES OPÉRATIONS RÉDUIT À UNE SEULE ACTION (<i>en euros</i>)</b>					
a) Résultats après impôt, mais avant amortissements et provisions .....	22,59	14,28	12,82	12,79	15,49
b) Résultats après impôt, amortissements, provisions .....	9,64	8,33	8,61	9,79	16,12
c) Dividende distribué à chaque action au cours de l'exercice .....	2,50	3,75	3,75	-	2,50
<b>4. PERSONNEL</b>					
a) Nombre de salariés .....	56	61	66	68	67
b) Montant de la masse salariale ( <i>en euros</i> ) .....	3 743 357	3 944 953	4 322 475	4 331 579	4 795 823
c) Montant des sommes versées au titres des avantages sociaux (Sécurité sociale, oeuvres sociales, etc.) ( <i>en euros</i> ) .....	1 700 736	1 797 030	1 873 366	1 865 745	2 054 009

# COMPTES SOCIAUX

AVANT

## ACTIF

(en euros)

	<b>2021</b>	<b>2020</b>
Caisse, Banques centrales, C.C.P.	162 734 032	105 024 211
Effets publics et valeurs assimilées (note 1)	12 879 372	3 403 424
Créances sur les établissements de crédit (note 2)	32 282 917	43 168 255
Opérations avec la clientèle (note 3)	258 898 514	211 982 937
Obligations et autres titres à revenu fixe (note 1)	2 171 469	3 883 218
Actions et autres titres à revenu variable (note 1)	10 238 235	7 312 763
Participations et autres titres détenus à long terme (note 4)	384 212	384 212
Parts dans les entreprises liées (note 4)	250 000	250 000
Immobilisations incorporelles (note 5)	1 284 864	1 304 079
Immobilisations corporelles (note 5)	330 566	381 656
Autres actifs (note 6)	10 365 485	10 090 556
Comptes de régularisation (note 7)	1 942 277	1 304 623
	<b>493 761 943</b>	<b>388 489 934</b>

# AU 31 DÉCEMBRE 2021

## RÉPARTITION

### PASSIF

(en euros)

	<b>2021</b>	<b>2020</b>
Dettes envers les établissements de crédit (note 8)	48 090 728	30 738 180
Opérations avec la clientèle (note 9)	394 873 997	310 306 697
Dettes représentées par un titre (note 9)		799 509
Autres passifs (note 10)	2 785 645	2 419 504
Comptes de régularisation (note 11)	3 041 905	1 647 314
Provisions pour risques et charges	416 895	205 895
Capitaux propres hors FRBG (note 12)	44 552 773	42 372 835
<i>Capital souscrit</i>	<i>16 000 000</i>	<i>16 000 000</i>
<i>Réserves</i>	<i>14 200 000</i>	<i>14 600 000</i>
<i>Report à nouveau</i>	<i>11 772 835</i>	<i>10 206 692</i>
<i>Résultat de l'exercice</i>	<i>2 579 938</i>	<i>1 566 143</i>
	<b>493 761 943</b>	<b>388 489 934</b>

# HORS-BILAN

## au 31 décembre 2021

(en euros)

	<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>Engagements donnés</b> <i>(note 13)</i>	<b>30 430 367</b>	<b>34 989 522</b>
Engagements de financement	23 161 644	17 835 478
Engagements de garantie	7 268 723	17 154 044
<b>Engagements reçus</b> <i>(note 13)</i>	<b>11 814 625</b>	<b>12 680 691</b>
Engagements de garantie	5 443 875	7 823 628
Engagements sur titres	6 370 750	4 857 063

# COMPTE DE RÉSULTATS

(en euros)

	<b>2021</b>	<b>2020</b>
Intérêts et produits assimilés ( <i>note 16</i> )	7 173 128	6 645 814
Intérêts et charges assimilées ( <i>note 17</i> )	1 230 616	1 073 689
Revenus des titres à revenu variable ( <i>note 18</i> )	587 277	677 000
Commissions (produits) ( <i>note 19</i> )	11 560 161	7 760 273
Commissions (charges) ( <i>note 19</i> )	2 254 816	2 344 814
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ( <i>note 20</i> )	83 428	277 949
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ( <i>note 21</i> )	(300 445)	36 553
Autres produits d'exploitation bancaire ( <i>note 22</i> )	637 141	875 911
Autres charges d'exploitation bancaire ( <i>note 22</i> )	28 601	163 029
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>16 226 657</b>	<b>12 691 968</b>
Charges générales d'exploitation ( <i>note 23</i> )	12 901 863	10 597 736
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	339 928	324 467
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>2 984 866</b>	<b>1 769 765</b>
Coût du risque ( <i>note 25</i> )	441 303	153 205
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>3 426 169</b>	<b>1 922 970</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	(14 225)	10 850
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>	<b>3 411 944</b>	<b>1 933 820</b>
Résultats exceptionnels ( <i>note 26</i> )	(103 809)	(19 049)
Impôts sur les bénéfices ( <i>note 27</i> )	(728 197)	(348 628)
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>2 579 938</b>	<b>1 566 143</b>

# COMPTES SOCIAUX

APRÈS

## ACTIF

(en euros)

	<b>2021</b>	<b>2020</b>
Caisse, Banques centrales, C.C.P.	162 734 032	105 024 211
Effets publics et valeurs assimilées (note 1)	12 879 372	3 403 424
Créances sur les établissements de crédit (note 2)	32 282 917	43 168 255
Opérations avec la clientèle (note 3)	258 898 514	211 982 937
Obligations et autres titres à revenu fixe (note 1)	2 171 469	3 883 218
Actions et autres titres à revenu variable (note 1)	10 238 235	7 312 763
Participations et autres titres détenus à long terme (note 4)	384 212	384 212
Parts dans les entreprises liées (note 4)	250 000	250 000
Immobilisations incorporelles (note 5)	1 284 864	1 304 079
Immobilisations corporelles (note 5)	330 566	381 656
Autres actifs (note 6)	10 365 485	10 090 556
Comptes de régularisation (note 7)	1 942 277	1 304 623
	<b>493 761 943</b>	<b>388 489 934</b>



# AU 31 DÉCEMBRE 2021

## RÉPARTITION

	<b>PASSIF</b>	
	<i>(en euros)</i>	
	<b>2021</b>	<b>2020</b>
Dettes envers les établissements de crédit <i>(note 8)</i>	48 090 728	30 738 180
Opérations avec la clientèle <i>(note 9)</i>	394 873 997	310 306 697
Dettes représentées par un titre <i>(note 9)</i>		799 509
Autres passifs <i>(note 10)</i>	3 385 645	2 419 504
Comptes de régularisation <i>(note 11)</i>	3 041 905	1 647 314
Provisions pour risques et charges	416 895	205 895
Capitaux propres hors FRBG <i>(note 12)</i>	43 952 773	42 372 835
<i>Capital souscrit</i>	<i>16 000 000</i>	<i>16 000 000</i>
<i>Réserves</i>	<i>14 200 000</i>	<i>14 600 000</i>
<i>Report à nouveau</i>	<i>13 752 773</i>	<i>11 372 835</i>
	<b>493 761 943</b>	<b>388 489 934</b>

# RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 19 MAI 2022

## PREMIÈRE RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu les rapports de gestion et de gouvernance du Conseil d'administration et le rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux, approuve, tels qu'ils lui sont présentés, le bilan et les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

*Cette résolution est adoptée à la majorité.*

## DEUXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L225-40-1 du Code de commerce, approuve la poursuite de l'exécution des conventions antérieures.

*Cette résolution est adoptée à la majorité.*

## TROISIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2021, approuve lesdits comptes tels qu'ils lui sont présentés.

*Cette résolution est adoptée à la majorité.*

## QUATRIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale décide de la mise en distribution à l'ensemble des actions un dividende de 600.000,00 euros prélevé sur le report à nouveau.

La mise en paiement de l'intérêt statutaire limité à 3.75 %, soit 3,75€ (trois euros soixante-quinze centimes) par action, aura lieu au siège de la société à compter du 25 mai 2022.

*Cette résolution est adoptée à la majorité.*

## CINQUIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale décide la répartition suivante des bénéfices disponibles qui s'établissent à la somme de :

Report à nouveau de l'exercice 2020	11 772 834,61 euros
Augmenté du bénéfice de l'exercice 2021	2 579 938,20 euros
	<b>14 352 772,81 euros</b>
1°) A l'ensemble des actions un dividende de	600 000,00 euros
2°) Au report à nouveau 2021	13 752 772,81 euros
	<b>14 352 772,81 euros</b>

*Cette résolution est adoptée à la majorité.*

## SIXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale renouvelle le mandat d'administratrice de Madame Catherine Lubochinsky pour une durée de six exercices. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2027.

*Cette résolution est adoptée à la majorité.*

## SEPTIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée générale reconnaît avoir été consultée sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice 2021 aux personnes mentionnées à l'article L. 511-71 du Code monétaire et financier.

*Cette résolution est adoptée à la majorité.*

## HUITIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée Générale et de tous procès-verbaux subséquents en vue d'accomplir toutes formalités de dépôt et de publicité partout où besoin sera et plus généralement pour l'accomplissement de toute formalité.

*Cette résolution est adoptée à la majorité.*

# ANNEXE

## AUX COMPTES SOCIAUX DE L'EXERCICE 2021

### PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

Les comptes annuels ont été établis conformément aux principes et méthodes comptables généralement admis dans la profession bancaire et aux dispositions du règlement n° 2014-07 du Comité de l'Autorité des Normes Comptables.

### PORTEFEUILLE-TITRES

Conformément au Livre II titre 3 du règlement n° 2014-07 du Comité de l'Autorité des Normes Comptables, il est distingué plusieurs catégories de titres : les titres de transaction, les titres de placement, les titres d'investissement et les titres de participation et filiales.

Le portefeuille est mouvementé à la date de règlement des titres. Durant la période allant de la date de négociation à celle du règlement, les opérations sur titres sont enregistrées au hors-bilan sous la rubrique «Engagements sur titres».

**Les titres de transaction** sont acquis avec une intention de revente dans un délai à court terme. Ils sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. Ces titres sont négociables sur un marché actif et évalués tant à l'actif qu'au passif au cours de clôture de l'exercice, le solde des écarts d'évaluation est porté en charges ou en produits au compte de résultats. Ils sont inscrits au bilan lors du règlement ils sortent du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable.

**Les titres de placement** sont les titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement ni parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées. Ces titres sont enregistrés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus. L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres à revenu fixe fait l'objet d'une imputation *pro rata temporis*, sur la durée de vie résiduelle des titres, au compte de résultats sous la rubrique «Revenus des titres à revenu fixe» et au bilan, la valeur comptable des titres étant ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement selon la méthode actuarielle. Ils sont évalués sur la base du cours le plus récent. Ils font l'objet d'une provision pour dépréciation si le prix du marché est inférieur à leur valeur comptable.

**Les titres d'investissement** sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à leur échéance. Ils font l'objet d'une certitude de refinancement jusqu'à leur échéance et ne doivent pas être soumis à aucune contrainte existante juridique ou autre qui pourrait remettre en cause leur intention d'être détenus jusqu'à leur échéance. La capacité de conserver les titres jusqu'à leur échéance se justifie soit par l'existence de ressources ou d'accords de refinancement dont la durée restant à courir est au moins égale à celle des titres détenus, soit par adossement des titres aux fonds propres ou aux dépôts reçus, conformément aux hypothèses retenues dans le cadre de la gestion actif/passif.

Ces valeurs ne font pas l'objet d'un provisionnement du risque de marché découlant des variations du niveau des taux d'intérêt. L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres d'investissement fait l'objet d'une imputation *pro rata temporis*, sur la durée de vie résiduelle des titres, au compte de résultats dans la rubrique

«Revenus des titres à revenu fixe» et au bilan, la valeur comptable des titres étant ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement selon la méthode actuarielle ou linéaire en fonction de la nature des titres concernés. Une provision est en outre constituée lorsque la dégradation de la qualité de la signature des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres à leur échéance.

**Les titres de participation** sont acquis en vue d'une détention durable. Ils sont comptabilisés à leur coût d'achat hors frais. A la clôture de l'exercice, ces titres peuvent ou non faire l'objet individuellement de provision pour dépréciation lorsque leur valeur d'utilité est inférieure à leur coût d'acquisition. Les éléments qui peuvent être pris en compte pour l'estimation de la valeur d'utilité sont la rentabilité, actuelle ou attendue, la quote-part de situation nette et la valeur boursière des sociétés ayant une activité comparable. Lorsque cela est nécessaire, un abattement peut être pratiqué pour tenir compte des conditions particulières des titres détenus.

## TITRES DONNÉS OU REÇUS EN PENSION

Les recommandations pour l'enregistrement et l'évaluation des opérations de pension précisant les usages de la Place sont appliquées pour l'ensemble des pensions de toutes natures consenties ou obtenues à savoir :

- Le cédant maintient à l'actif de son bilan les titres mis en pension et enregistre au passif de son bilan le montant encaissé représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Il identifie à cette rubrique les titres donnés en pension.
- Le cessionnaire enregistre à l'actif de son bilan le montant décaissé représentatif de sa créance sur le cédant. Les titres reçus en pension n'entrent pas dans les portefeuilles comptables du cessionnaire.
- Lors de l'arrêté comptable, le cédant continue d'évaluer les titres mis en pension selon les règles propres au portefeuille auquel ils appartiennent.
- Le cessionnaire ne comptabilise aucune variation de valeur des titres reçus en pension.
- La charge relative à la dette du cédant et le produit relatif à la créance du cessionnaire sont enregistrés comme des intérêts.

## INSTRUMENTS FINANCIERS DE TAUX

### **Instruments de taux d'intérêt échangés sur des marchés organisés ou assimilés**

Les contrats de taux d'intérêt à terme, fermes ou conditionnels, échangés sur des marchés organisés ou assimilés, sont évalués au prix du marché et les écarts d'évaluation sont constatés dans le résultat de l'exercice.

Dans le cas d'opérations de couverture affectée, liées à la gestion des positions de taux des actifs et des passifs, les résultats des contrats d'intérêt à terme sont pris en compte de manière symétrique à la comptabilisation des produits ou charges de l'élément couvert, sur la durée de vie résiduelle de cet élément.

## Autres éléments de taux d'intérêt à terme

Les contrats d'échange de taux d'intérêt sont enregistrés dans l'une des quatre catégories suivantes selon qu'ils ont pour objet :

- a) de maintenir des positions ouvertes isolées ;
- b) de couvrir, de manière identifiée dès l'origine, le risque de taux d'intérêt affectant un élément ou un ensemble d'éléments homogènes ;
- c) de couvrir et gérer le risque global de taux d'intérêt de l'établissement ;
- d) de permettre une gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction ;

Les contrats non dénoués sont enregistrés au hors bilan pour leur montant notionnel.

Les charges et les produits relatifs aux contrats d'échange de taux d'intérêt sont traités différemment selon les catégories décrites ci-dessous.

- a) les charges et les produits sont inscrits au compte de résultats *prorata temporis*. Les pertes latentes éventuelles résultant de la mise à la valeur du marché des contrats font l'objet d'une provision.
- b) les charges et les produits relatifs à ces contrats sont inscrits au compte de résultats de manière identique à la comptabilisation des produits et charges de l'élément ou de l'ensemble des éléments couverts.
- c) les charges et les produits sont inscrits *prorata temporis* au compte de résultats.
- d) ces contrats sont évalués à leur valeur de marché. Les écarts d'évaluation sont portés en compte de résultats.

## Instruments de change à terme

Les opérations de change à terme dites «sèches» ou effectuées en couverture d'autres opérations de change à terme sont évaluées selon le cours de change à terme restant à courir de la devise concernée. Les écarts d'évaluation sont constatés dans le résultat de l'exercice.

Dans le cas d'opérations de couverture ayant pour but de compenser ou de réduire le risque de variation de change d'un ensemble homogène d'éléments de bilan et hors bilan, ces opérations sont évaluées au cours de marché utilisé pour l'évaluation des éléments couverts. Les écarts sont portés au compte de résultat de manière symétrique aux gains ou pertes de change sur les éléments couverts.

## OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

Les crédits à la clientèle sont inscrits au bilan pour leur montant nominal. A la clôture de l'exercice, les intérêts courus non encore échus sont calculés *prorata temporis* et comptabilisés en créances rattachées.

Les prêts consentis signés mais non encore versés sont enregistrés au hors bilan au poste « Engagements de financement ».

En application du Livre II titre 2 du règlement n° 2014-07 du Comité de l'Autorité des Normes Comptables, les créances sont réparties en encours sains, encours douteux et encours douteux compromis.

Sont qualifiés de créances saines les encours qui ne sont pas porteurs d'un risque de crédit avéré. Un risque de crédit est avéré dès lors qu'il est probable que la Banque ne percevra pas, tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois (six mois pour les créances sur des acquéreurs de logement). Le déclassement d'une créance en encours douteux entraîne le transfert de l'encours total des créances sur une même contrepartie. Pour ces créances douteuses, les intérêts courus ou échus non perçus sont comptabilisés en appliquant le taux contractuel à la valeur brute.

Au sein des créances douteuses, une catégorie spécifique est identifiée, dénommée « créances douteuses compromises ». Il s'agit des créances pour lesquelles les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé. En tout état de cause, l'identification en encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux. Pour ces créances douteuses compromises, les intérêts courus ou échus non perçus ne sont pas enregistrés.

Les créances douteuses comportant un risque de non recouvrement partiel ou total font l'objet d'une provision pour dépréciation, en déduction de l'actif, de façon à couvrir les pertes prévisionnelles. Ce provisionnement est déterminé sur la base d'examen réguliers, dossier par dossier, en tenant compte de l'analyse du risque et des garanties disponibles.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées, pour risque de non recouvrement, sont enregistrées en « Coût du risque » du compte de résultats, à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultats.

## IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels et de fonds de commerce.

**Logiciels** : Les logiciels figurent au coût historique diminué des amortissements, calculés sur la durée de vie des actifs concernés. La durée de vie et modes d'amortissement se présente de la manière suivante :

Linéaire	1 à 7 ans
----------	-----------

**Frais d'établissement** : Linéaire 1 à 3 ans

En cas de perte de valeur entre la valeur au bilan et la valeur d'usage, une dépréciation de l'actif serait à constater par une dotation de provision enregistrée en pertes sur actifs immobilisés.

## IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations figurent au coût historique diminué des amortissements, calculés sur la durée de vie des actifs concernés. Les durées de vie et modes d'amortissement sont les suivants :

- |                             |          |           |
|-----------------------------|----------|-----------|
| - Agencement et mobilier :  | Linéaire | 10 ans    |
| - Matériels informatiques : | Linéaire | 5 ans     |
| - Matériels de bureau :     | Linéaire | 4 à 5 ans |

## OPÉRATIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les créances, dettes et engagements libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros à leurs taux en vigueur à la clôture de l'exercice. Les produits et les charges enregistrés en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours effectif de cession ou d'achat de ces monnaies ou, en ce qui concerne les produits et charges non encore réglés à la clôture de l'exercice, au taux de change en vigueur à cette date.

Conformément au Livre II titre 7 du règlement n° 2014-07 du Comité de l'Autorité des Normes Comptables, les opérations de change à terme dites «sèches» ou effectuées en couverture d'autres opérations de change à terme sont évaluées selon le cours de change à terme à l'échéance correspondante.

Par ailleurs, les reports et déports liés aux opérations de change à terme couvertes, au sens de l'article 2723-3 dudit règlement, sont parallèlement rapportés au compte de résultats de manière linéaire sur la période restant à courir jusqu'à l'échéance de ces opérations.

## COMPTE DE RÉSULTATS

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat *pro rata temporis*.

Les autres commissions non assimilées à des intérêts sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- commissions rémunérant une prestation continue ou discontinuë : enregistrement au fur et à mesure de la prestation.

Les dividendes des titres sont comptabilisés au moment de leur date de mise en paiement. Les revenus sur obligations sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice.

Les produits et charges exceptionnels sont déterminés en fonction du caractère significatif de leur montant et de leur degré d'anormalité par rapport à l'activité courante.

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période sur laquelle se rapportent les produits et les charges, quelle que soit la date de son paiement effectif.

En application de la méthode dite de «l'impôt exigible», seuls les impôts exigibles à la date de clôture de l'exercice sont constatés dans les comptes. Par voie de conséquence, les provisions d'impôts différés ne sont pas retracées dans les comptes.

## ÉVÉNEMENTS DE L'EXERCICE

La Banque Wormser Frères et Wormser Frères Gestion ont signé avec le CSE de la société Banque d'Escompte représentant les salariés de la banque d'une part, et les salariés de la société de gestion d'autre part un accord d'intéressement le 29 juin 2021. Le résultat consolidé 2021 permet selon la formule de calcul de l'accord, de distribuer un intéressement aux salariés dès la première année de sa mise en place.

## ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE

A la date d'établissement des comptes annuels, suite aux évènements ayant lieu en Ukraine, la banque n'a pas constaté d'impact notable sur la bonne marche de son activité.

## MONTANT GLOBAL EN CONTREVALEUR EN EUROS DE L'ACTIF ET DU PASSIF EN DEVICES

(en milliers d'euros)	2021	2020
<b>Total du bilan</b>	<b>493 762</b>	<b>388 490</b>
Actif en devises	18 526	16 303
Passif en devise	17 782	15 397



## INFORMATIONS SUR L'ACTIF DU BILAN

### NOTE 1 - Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe, actions et autres titres à revenu variable

(en milliers d'euros)

	2021			2020				
	Effets publics	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Effets publics	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	Total
<b>Portefeuille de transaction</b>	<b>547</b>		<b>375</b>	<b>922</b>	<b>554</b>			<b>554</b>
Obligations assimilables du Trésor français	547		375	547	554			554
Opc								
<b>Portefeuille de placement</b>	<b>12 332</b>	<b>2 172</b>	<b>9 863</b>	<b>24 367</b>	<b>2 849</b>	<b>3 883</b>	<b>7 313</b>	<b>14 045</b>
Valeurs brutes	12 335	2 469	10 133	24 937	2 850	4 154	7 313	14 317
Valeurs du Trésor autres pays OCDE	12 335			12 335	2 850			2 850
Obligations		2 469		2 469		4 154		4 154
Opc			9 169	9 169			6 849	6 849
Actions non cotées			780	780			280	280
Actions cotées			184	184			184	184
<b>Créances rattachées</b>		<b>6</b>		<b>6</b>		<b>1</b>		<b>1</b>
<b>Provision</b>	<b>(3)</b>	<b>(303)</b>	<b>(270)</b>	<b>(576)</b>	<b>(1)</b>	<b>(272)</b>		<b>(273)</b>
Valeurs du Trésor autres pays OCDE	(3)			(3)	(1)			(1)
Obligations		(303)		(303)		(272)		(272)
Opc			(270)	(270)				
<b>Total</b>	<b>12 879</b>	<b>2 172</b>	<b>10 238</b>	<b>25 289</b>	<b>3 403</b>	<b>3 883</b>	<b>7 313</b>	<b>14 599</b>

## Ventilation des titres à revenu fixe selon la durée restant à courir

(valeur brute en milliers d'euros)

	2021				2020	
	inf. à 3 mois	de 3 à 6 mois	de 6 mois à 1 an	sup à 1 an et inf à 5 ans	sup à 5 ans	Total
<b>Portefeuille de transaction</b>				<b>8</b>	<b>539</b>	<b>554</b>
Obligations assimilables du Trésor français				8	539	554
<b>Portefeuille de placement</b>	<b>3 525</b>	<b>5 287</b>	<b>3 523</b>	<b>2 369</b>	<b>14 804</b>	<b>7 004</b>
Valeurs du Trésor autres pays OCDE	3 525	5 287	3 523	12 335	2 850	2 850
Valeur d'acquisition	3 525	5 288	3 526	12 339	2 850	2 850
Décote / Prime		(1)	(3)	(4)		
Obligations				100	2 369	4 154
Valeur d'acquisition				100	5 819	6 618
Décote / Prime					(3 450)	(2 464)

## PORTFEUILLE DE PLACEMENT

(en milliers d'euros)

	2021				2020			
	Valeurs comptables	Valeurs estimées	Moins-value provisionnée	Plus value latente	Valeurs comptables	Valeurs estimées	Moins-value provisionnée	Plus value latente
<b>Composition du portefeuille de Placement</b>								
Valeurs du Trésor autres pays OCDE	12 335	12 332	3		2 850	2 849	1	
Obligations	2 469	2 198	303	27	4 154	3 884	272	2
OPC français	9 169	10 174	270	1 275	6 849	7 447		598
Actions	964	994		30	464	479		15
<b>Total</b>	<b>24 937</b>	<b>25 698</b>	<b>576</b>	<b>1 332</b>	<b>14 317</b>	<b>14 659</b>	<b>273</b>	<b>615</b>
<b>Mouvements du portefeuille de Placement</b>								
Portefeuille de Placement	01/01/2021	Entrées	Sorties	31/12/2021	01/01/2020	Entrées	Sorties	31/12/2020
	<b>14 317</b>	20 356	9 736	<b>24 937</b>	<b>11 475</b>	9 689	6 847	<b>14 317</b>

## NOTE 2 - CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Ventilation en fonction de la durée résiduelle restant à courir

	(en milliers d'euros)				2020 Total
	2021		2020		
	inf. à 3 mois	de 3 à 6 mois	de 6 mois à 1 an	sup. à 1 an et inf. à 5 ans	Total
<b>Créances à vue</b>	<b>32 283</b>				<b>43 168</b>
Comptes ordinaires	32 283				43 168
<b>Total</b>	<b>32 283</b>				<b>43 168</b>

## NOTE 3 - OPÉRATIONS SUR LA CLIENTÈLE

Ventilation en fonction de la durée résiduelle restant à courir

	(en milliers d'euros)				2020 Total
	2021		2020		
	inf. à 3 mois	de 3 à 6 mois	de 6 mois à 1 an	sup. à 1 an et inf. à 5 ans	Total
<b>Autres concours</b>	<b>12 270</b>	<b>6 696</b>	<b>14 522</b>	<b>114 272</b>	<b>247 961</b>
Crédits à la clientèle à court terme	9 867	3 372	8 623		21 862
Crédits à la clientèle à long terme	2 403	3 324	5 899	114 272	226 099
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>7 778</b>				<b>7 778</b>
<b>Créances douteuses (voir note page suivante)</b>	<b>550</b>	<b>67</b>	<b>158</b>	<b>923</b>	<b>2 276</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>675</b>	<b>166</b>	<b>13</b>	<b>29</b>	<b>884</b>
Autres concours	610	166	13	29	819
Comptes ordinaires débiteurs	65				65
<b>Total</b>	<b>21 273</b>	<b>6 929</b>	<b>14 693</b>	<b>115 224</b>	<b>258 899</b>
				<b>100 780</b>	<b>211 983</b>

## Répartition des créances saines par type de clientèle

	2021	2020
Sociétés	75%	86%
Particuliers	25%	14%

## Répartition des créances saines par type de taux

	2021	2020
Taux variable	15%	24%
Taux fixe	85%	76%

## Concentration des risques (10 principaux encours sains)

(en milliers d'euros)

	Crédits et découverts utilisés	Crédits et découverts non utilisés	Risques bruts	Nantissement Espèces	Garantie PGE	Hypothèques reçues en garanties
1	11 589		11 589	2 070		11 580
2	9 284	83	9 367			8 650
3	9 355		9 355			8 119
4	9 073		9 073	500		
5	6 503		6 503			6 500
6	6 429		6 429		450	5 928
7		6 400	6 400	4 000		
8	6 259	13	6 272			2 179
9	6 230		6 230			5 891
10	5 886		5 886			29
<b>Total</b>	<b>70 608</b>	<b>6 496</b>	<b>77 104</b>	<b>6 570</b>	<b>450</b>	<b>48 876</b>

## Restructuration des créances saines

Au 31 décembre 2021, l'encours des prêts de 247 961 milliers d'euros comportent 5 prêts, d'un montant total de 2 200 milliers d'euros ayant fait l'objet d'une restructuration (prolongation du terme).

## Créances douteuses

(en milliers d'euros)

	Montants bruts 31/12/2021	Provisions 31/12/2021	Montants nets 31/12/2021	Montants bruts 31/12/2020	Provisions 31/12/2020	Montants nets 31/12/2020
Créances douteuses compromises	3 331	2 019	1 312	6 427	4 089	2 338
Créances douteuses	1 041	77	964	309		309
<b>Total</b>	<b>4 372</b>	<b>2 096</b>	<b>2 276</b>	<b>6 736</b>	<b>4 089</b>	<b>2 647</b>

## NOTE 4 - PARTICIPATIONS ET PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES NON COTÉES

(en euros)

### 1. Renseignements détaillés concernant les filiales

exercice clos le 31/12/2021

	Capital	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Produits globaux d'exploitation	Résultat de l'exercice	Dividendes encaissés
WORMSER FRERES GESTION 11 bis boulevard Hausmann 75009 PARIS	250 000	31 186	100%	250 000	250 000	2 177 233	827 163	587 000

### 2. Renseignements globaux concernant les participations

Dans des sociétés françaises  
Dans des sociétés étrangères

	304 176	304 176	277
	80 035	80 035	

Total général des valeurs d'inventaire des titres de filiales et de participations

**634 211**    **634 211**    **587 277**

### 3. Mouvements du Portefeuille de participation

Valeurs brutes

	01/01/2021	Entrées	Sorties	31/12/2021	01/01/2020	Entrées	Sorties	31/12/2020
Titres de participation	384 211			384 211	384 211			384 211
Parts dans les entreprises liées	250 000			250 000	250 000			250 000

## NOTE 5 - IMMOBILISATIONS

(en milliers d'euros)

	Valeurs brutes	Acquisitions	Cessions/ Comptes à comptes	Valeurs brutes	Amortissements/ Provisions pour dépréciation	Dotations	Reprises	Amortissements/ Provisions pour dépréciation	Valeurs comptables nettes	
	01/01/2021			31/12/2021	01/01/2021			31/12/2021	31/12/2021	31/12/2020
<b>Immobilisations incorporelles</b>										
Fonds de commerce	102			102					102	102
Frais d'établissement	361			361	361			361		
Immobilisations incorporelles en cours	82	155	71	166					166	82
Autres immobilisations	2 415	147		2 562	1 295	250		1 545	1 017	1 120
<b>Total</b>	<b>2 960</b>	<b>302</b>	<b>71</b>	<b>3 191</b>	<b>1 656</b>	<b>250</b>		<b>1 906</b>	<b>1 285</b>	<b>1 304</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>										
Equipements, mobiliers, installations	2 699	39	2	2 736	2 317	90	2	2 405	331	382
<b>Total</b>	<b>2 699</b>	<b>39</b>	<b>2</b>	<b>2 736</b>	<b>2 317</b>	<b>90</b>	<b>2</b>	<b>2 405</b>	<b>331</b>	<b>382</b>

## NOTE 6 - AUTRES ACTIFS

(en milliers d'euros)

	2021	2020
<b>Primes sur instruments conditionnels vendus</b>	<b>16</b>	
<b>Comptes de règlement sur titres</b>	<b>3 471</b>	<b>5 750</b>
<b>Débiteurs divers</b>	<b>6 878</b>	<b>4 341</b>
Dépôts de garantie	1 540	1 827
Divers	615*	346
Débiteur douteux	45	127
Provision douteux	(45)	(60)
Biens immobiliers	4 723	2 101
<b>Total</b>	<b>10 365</b>	<b>10 091</b>

\* Dont créance concernant les entreprises liées : 45 milliers d'euros en 2021 et 6 milliers d'euros en 2020.

## NOTE 7 - COMPTES DE RÉGULARISATIONS

(en milliers d'euros)

	2021	2020
Valeurs à rejeter	28	43
Produits à recevoir	1 689	1 081
Charges constatées d'avance	169	169
Divers	56	12
<b>Total</b>	<b>1 942</b>	<b>1 305</b>

## INFORMATIONS SUR LE PASSIF DU BILAN

### NOTE 8 - DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Ventilation en fonction de la durée résiduelle restant à courir

(en milliers d'euros)

	2021				Total	2020
	<i>inf à 3 mois</i>	<i>de 3 à 6 mois</i>	<i>de 6 mois à 1 an</i>	<i>sup à 1 an et inf à 5 ans</i>		Total
<b>Dépôts, comptes ordinaires et autres dettes à vue</b>	<b>47 767</b>				<b>47 767</b>	<b>15 392</b>
Dépôts et comptes ordinaires	47 767				47 767	15 392
<b>Dépôts, comptes ordinaires et autres dettes à terme</b>		<b>300</b>			<b>300</b>	<b>15 300</b>
Emprunt et compte à terme		300			300	15 300
<b>Dettes rattachées</b>	<b>24</b>				<b>24</b>	<b>46</b>
à vue	24				24	46
<b>Total</b>	<b>47 791</b>	<b>300</b>			<b>48 091</b>	<b>30 738</b>

### NOTE 9 - OPÉRATIONS SUR LA CLIENTÈLE

Ventilation en fonction de la durée résiduelle restant à courir

(en milliers d'euros)

	2021				Total	2020
	<i>inf à 3 mois</i>	<i>de 3 à 6 mois</i>	<i>de 6 mois à 1 an</i>	<i>sup à 1 an et inf à 5 ans</i>		Total
<b>Comptes créditeurs de la clientèle</b>	<b>368 725</b>	<b>8 908</b>	<b>2 670</b>	<b>14 571</b>	<b>394 874</b>	<b>310 307</b>
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>4 910</b>				<b>4 910</b>	<b>6 013</b>
Comptes sur livret	461				461	478
Plan d'épargne actions	4 449				4 449	5 535
<b>Autres dettes</b>	<b>363 815</b>	<b>8 908</b>	<b>2 670</b>	<b>14 571</b>	<b>389 964</b>	<b>304 294</b>
<b>A vue</b>	<b>362 184</b>				<b>362 184</b>	<b>250 211</b>
Dépôts et comptes ordinaires *	362 184				362 184	250 211
<b>A terme</b>	<b>1 631</b>	<b>8 908</b>	<b>2 670</b>	<b>14 571</b>	<b>27 780</b>	<b>54 083</b>
Comptes à terme	1 500	8 908	2 670	14 571	27 649	53 869
Créances rattachées	131				131	214
<b>Dettes représentées par un titre</b>						<b>799</b>
Titres négociables à court terme						797
Créances rattachées						2

\* Dont dettes concernant les entreprises liées : 410 milliers d'euros en 2021 et 256 milliers d'euros en 2020.

## NOTE 10 - AUTRES PASSIFS

(en milliers d'euros)

	2021	2020
<b>Primes sur instruments conditionnels vendus</b>	<b>3</b>	<b>6</b>
<b>Comptes de règlement sur titres</b>	<b>318</b>	<b>73</b>
<b>Créditeurs divers</b>	<b>2 465</b>	<b>2 341</b>
Etat - Impôt société à payer	426	17
Dettes fiscales et sociales	783	902
Rente viagère à payer	965	1 099
Divers	291*	323
<b>Total</b>	<b>2 786</b>	<b>2 420</b>

\* Dont dettes concernant les entreprises liées : 45 milliers d'euros en 2021 et néant en 2020.

## NOTE 11 - COMPTES DE RÉGULARISATION

(en milliers d'euros)

	2021	2020
Charges à payer	1 909	1 348
Produits constatés d'avance	13	3
Compte ajustement sur instruments financiers à terme	133	132
Divers	987	164
<b>Total</b>	<b>3 042</b>	<b>1 647</b>

## NOTE 12 - ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)

Le capital est composé de 160 000 actions de 100 euros de valeur nominale conférant toutes les mêmes droits.

	31/12/2020 Avant répartition	Affectation 2020	31/12/2020 Après répartition	31/12/2021 Avant répartition	Affectation 2021	31/12/2021 Après répartition
Capital souscrit	16 000		16 000	16 000		16 000
Réserve légale	1 600		1 600	1 600		1 600
Réserve facultative	13 000	(400)	12 600	12 600		12 600
Report à nouveau	10 207	1 566	11 773	11 773	1 980	13 753
Résultat de l'exercice	1 566	(1 566)		2 580	(2 580)	
<b>Total</b>	<b>42 373</b>	<b>(400)</b>	<b>41 973</b>	<b>44 553</b>	<b>(600)</b>	<b>43 953</b>



## INFORMATIONS SUR LE HORS BILAN

### NOTE 13 - ENGAGEMENTS

(en milliers d'euros)

	2021	2020
<b>Engagements donnés</b>		
Engagements de financement	23 162	17 835
<i>en faveur de la clientèle</i>	23 162	17 835
Engagements de garantie	7 269	17 154
<i>en faveur de la clientèle</i>	7 269	17 154
<b>Engagements reçus</b>		
Engagements de garantie	5 444	7 824
<i>reçus d'établissements de crédit</i>	5 444*	7 824
Engagements sur titres	6 371	4 857
<i>Titres à recevoir pour compte propre **</i>	6 371	4 857

\* dont garantie de l'Etat français, dans le cadre de l'octroi de prêt PGE suite à la «crise COVID-19» de 3 772 milliers d'euros au 31 décembre 2021 contre 4 694 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

\*\* engagement de la Banque d'achat de titres de placement.

### NOTE 14 - ENGAGEMENTS REÇUS DE LA CLIENTÈLE

Les hypothèques immobilières de premier rang reçues de la clientèle en garantie de leurs crédits et découverts s'élèvent, au 31 décembre 2021, à 208 931milliers d'euros contre 165 290 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

Les autres garanties reçues de la clientèle en garantie de leurs crédits et découverts s'élèvent, au 31 décembre 2021, à 449 089 milliers d'euros contre 373 489 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

## NOTE 15 - ENGAGEMENT SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME

(en milliers d'euros)

Les instruments de taux d'intérêt négociés sur des marchés tant organisés que de gré à gré sont exprimés en valeur notionnelle des contrats traités (qu'il s'agisse de contrats à terme fermes ou de contrats d'options) et en valeur nominale touchant les échanges de taux contrats traités. Les valeurs exprimées en devises ont été converties en euros au cours du change retenu pour la clôture des comptes.

	2021				2020			
	Marchés organisés		Marchés de gré à gré		Marchés organisés		Marchés de gré à gré	
	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente
<b>INSTRUMENTS FINANCIERS DE TAUX</b>								
<b>Couverture globale</b>	<b>26 625</b>				<b>26 750</b>			
Opérations d'échange de taux d'intérêt *	26 625				26 750			
<b>Couverture affectée</b>	<b>36 372</b>		<b>11 653</b>		<b>47 171</b>		<b>14 538</b>	
Contrats conditionnels	36 372		11 653		47 171		14 538	
<b>INSTRUMENTS FINANCIERS SUR ACTIONS</b>								
<b>Couverture affectée</b>	<b>3 141</b>							
Contrats conditionnels	3 141							

\* Par convention, les swaps «achetés» sont les swaps pour lesquels la banque paie le taux fixe, les swaps «vendus» sont les swaps pour lesquels la banque reçoit le taux fixe.

### INSTRUMENTS FINANCIERS DE TAUX

durée restant à courir et valeur de marché (en milliers d'euros)

	2021					Total	2020
	inf. à 3 mois	de 6 mois à 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	Total		
<b>Achat sur marché de gré à gré</b>							
Nominal	62	2 730	4 552	55 653	62 997	73 922	
Valeur de marché	6	39	206	1 659	1 910	3 284	
<b>Vente sur marché de gré à gré</b>							
Nominal		1 177	469	10 007	11 653	14 538	
Valeur de marché			1	145	146	44	

### INSTRUMENTS FINANCIERS SUR ACTIONS

durée restant à courir et valeur de marché (en milliers d'euros)

	2021		2020
	inf. à 3 mois	Total	
<b>Achat sur marché organisé</b>			
Nominal	3 141	3 141	
Valeur de marché	607	607	

## INFORMATION SUR LE COMPTE DE RÉSULTATS

### NOTE 16 - INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS

(en milliers d'euros)

	2021	2020
<b>Produits des opérations</b>		
* avec les établissements de crédit	122	74
Produits sur prêts	122	74
* avec la clientèle	6 913	6 402
Produits sur créances clientèle	6 910	6 398
Produits sur autres opérations	3	4
<b>Produits sur obligations et autres titres à revenu fixe</b>	138	170
Revenus sur titres de placement	138	170
Etalement de la prime sur titres de placement		
<b>Total</b>	<b>7 173</b>	<b>6 646</b>

### NOTE 17 - INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES

(en milliers d'euros)

	2021	2020
<b>Charges des opérations</b>		
* avec les établissements de crédit	1 066	769
Charges sur dépôts et emprunt	792	531
Charges sur instrument à terme	274	238
* avec la clientèle	164	305
Charges sur titres négociables émis		10
Charges sur comptes à terme	162	291
Charges sur autres opérations	2	4
<b>Charges sur obligations et autres titres à revenu fixe</b>		
Etalement de la prime sur titres de placement		
<b>Total</b>	<b>1 230</b>	<b>1 074</b>

### NOTE 18 - REVENUS DES TITRES À REVENU VARIABLE

(en milliers d'euros)

	2021	2020
sur parts dans les entreprises liées (note 4)	587	677
<b>Total</b>	<b>587</b>	<b>677</b>

## NOTE 19 - COURTAGES ET COMMISSIONS

(en milliers d'euros)

	2021	2020
<b>Produits de courtages et commissions</b>	<b>11 560</b>	<b>7 760</b>
Opérations sur titres	4 588	2 995
Autres opérations	6 972	4 765
<b>Charges de courtages et commissions</b>	<b>2 255</b>	<b>2 345</b>
Opérations sur titres	815	800
Autres opérations	1 440	1 545
<b>Résultat net sur commissions</b>	<b>9 305</b>	<b>5 415</b>

## NOTE 20 - PRODUITS ET CHARGES DES PORTEFEUILLES DE NÉGOCIATION

(en milliers d'euros)

	2021	2020
Titres de transaction	(8)	51
Opérations de change	178	177
Opérations sur instruments financiers	(87)	50
<b>Total</b>	<b>83</b>	<b>278</b>

## NOTE 21 - PRODUITS ET CHARGES DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILÉS

(en milliers d'euros)

	2021	2020
Plus value sur titres de placement	3	126
(Dotations)/Reprises de provision	(303)	(89)
<b>Total</b>	<b>(300)</b>	<b>37</b>

## NOTE 22 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

(en milliers d'euros)

	2021	2020
Opérations immobilières	333	553
Charges refacturées	177	234
Prestations	40	70
Produits Divers	87	19
<b>Autres produits d'exploitation bancaire</b>	<b>637</b>	<b>876</b>
Opérations immobilières	26	154
Charges diverses	3	9
<b>Autres charges d'exploitation bancaire</b>	<b>29</b>	<b>163</b>

## NOTE 23 - CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)

	2021	2020
Frais de personnel (note 24)	7 394	6 762
Autres frais administratifs *	5 508	3 836
<b>Total</b>	<b>12 902</b>	<b>10 598</b>

\* Le montant global annuel des jetons de présence versé en 2021 au Conseil d'administration a été de 35 750 euros.

En 2020 il s'élevait à 35 750 euros.

## NOTE 24 - FRAIS DE PERSONNEL

(en milliers d'euros)

	2021	2020
Salaires	4 557	4 331
Interressement	239	
Charges sociales	2 054	1 866
Impôts, taxes et autres charges sur les rémunérations versées	544	565
<b>Total</b>	<b>7 394</b>	<b>6 762</b>

  

	2021	2020
Effectif moyen	67	68
Dont cadres	42	42

A leur départ en retraite, les employés de la société perçoivent une indemnité conformément à la loi et aux dispositions de la convention collective applicable. La politique de la Banque d'Escompte est de ne pas constituer de provision au titre des droits acquis par le personnel, mais de prendre la charge correspondante dans l'exercice au cours duquel le paiement effectif de la dette intervient.

Au 31 décembre 2021, cette charge a été évaluée à 294 milliers d'euros avant impôt, elle avait été évaluée en 2020 à 314 milliers d'euros.

## NOTE 25 - COÛT DU RISQUE

(en milliers d'euros)

	2020	Dotation	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	2021
<b>Provision pour dépréciation</b>					
Créances sur Clientèle (note 3)	4 089	950*	(1 368)	(1 575)	2 096
Débiteurs divers (note 6)	60		(15)		45
<b>Total des provisions pour dépréciation</b>	<b>4 149</b>	<b>950</b>	<b>(1 383)</b>	<b>(1 575)</b>	<b>2 141</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>					
Provision risque prud'homal	121	71			192
Provision risque litige clientèle	85	150	(10)		225
Provision pour charges					
<b>Total des provisions pour risques et charges</b>	<b>206</b>	<b>221</b>	<b>(10)</b>		<b>417</b>

\* La dotation aux provisions de 949 556 euros a été classée pour :

- 102 678 euros à la provision des intérêts sur les créances douteuses, et sont donc une charge du produit net bancaire ;
- les 846 878 euros restant en dotation aux provisions font partie intégrante du coût du risque.

Le coût du risque pour l'exercice 2021 contribue aux résultats pour +441 milliers d'euros provenant de :

<i>reprise de provisions pour dépréciation utilisée</i>	1 368
<i>reprise de provisions pour dépréciation non utilisée</i>	1 575
<i>reprise aux provisions pour débiteurs divers</i>	15
<i>reprise de provisions pour risques et charges utilisée</i>	10
<i>récupération sur créances amorties</i>	1
<b>total produits</b>	<b>2 969</b>
<i>dotation aux provisions pour dépréciation Clientèle</i>	(847)
<i>dotation aux provisions pour débiteurs divers</i>	
<i>dotation aux provisions pour risques et charges</i>	(221)
<i>créances irrécouvrables couvertes par provision</i>	(1 368)
<i>créances irrécouvrables non couvertes par provision</i>	(92)
<b>total charges</b>	<b>(2 528)</b>
	=====
<b>Contribution nette aux résultats</b>	<b>441</b>

## NOTE 26 - RÉSULTATS EXCEPTIONNELS

(en milliers d'euros)

	2021	2020
Produits exceptionnels	2	3
Charges exceptionnelles	(106)*	(22)
<b>Total</b>	<b>(104)</b>	<b>(19)</b>

\* dont contrôle urssaf : 51 milliers d'euros en 2021

## NOTE 27 - IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

(en milliers d'euros)

1. La Banque d'Escompte détenant une filiale à plus de 95% a opté pour le régime de l'intégration fiscale de ses résultats taxables. La convention d'intégration prévoit que les charges d'impôts sont supportées par la société intégrée comme cela aurait été le cas en l'absence d'intégration.

Les économies d'impôt éventuellement réalisées par le groupe sont constatées dans les livres de la société mère.

	2021	2020
<b>2. Charge de l'impôt sur les sociétés</b>		
Impôts avant retraitement fiscal au taux normal	876	536
Effet d'impôt des différences permanentes :	(135)	(168)
<i>Régime des sociétés mères et des filiales</i>	(154)	(188)
<i>Divers</i>	19	20
Effets d'impôt des différences temporaires		
Impôts dus au taux de 28%		368
Impôts dus au taux de 26,5%	741	
Imputation des crédits d'impôt	(23)	(19)
Contribution sociale 3,30%	10	
<b>Charge/ (Produit) d'impôt sur les sociétés</b>	<b>728</b>	<b>349</b>
<b>3. Ventilation de l'impôt sur les sociétés</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
Impôts sur résultats courants	756	354
Impôts sur résultats exceptionnels	(28)	(5)
<b>Total</b>	<b>728</b>	<b>349</b>

### 4. Impôt différé sur les sociétés

Au 31 décembre 2020 et au 31 décembre 2021, il n'existait ni créance ni dette d'impôt différée.

# RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

## SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 2021

Mesdames, Messieurs,

Les comptes consolidés de l'exercice 2021 que nous vous présentons réunissent nos comptes sociaux et ceux de notre société de gestion Wormser Frères Gestion.

Ces comptes consolidés sont très proches de ceux établis au titre des comptes sociaux. Le total des actifs et des passifs est similaire à 0,09 % près ; quant aux deux comptes de résultat, leur rapprochement indique un résultat net consolidé de 2 828 827 euros, supérieur au résultat net social qui est de 2 579 938 euros. De nombreuses notes accompagnent les comptes consolidés qui vous sont soumis, leur examen explique l'origine des différences entre les comptes consolidés et les comptes sociaux.

Au-delà, nous vous devons des vues sur chacune des sociétés dont les comptes sont consolidés avec les nôtres. Celles-ci vous sont fournies dans le rapport que nous venons de vous présenter sur les comptes sociaux. Nous vous apportons toutefois quelques précisions concernant Wormser Frères Gestion, seule société consolidée avec la nôtre cette année :

Son résultat net augmente à 827 689 euros pour l'exercice 2021 (687 122 euros en 2020). Cette hausse de 140 567 euros (+20,46 %) résulte d'une augmentation de 150 481 euros des charges d'exploitation (1 051 126 euros en 2021 contre 900 645 euros en 2020) compensé par la hausse de 320 641 euros des produits d'exploitation (2 177 210 euros en 2021 contre 1 856 569 euros en 2020). Cette augmentation du produit d'exploitation trouve son origine dans la croissance des encours gérés par Wormser Frères Gestion.

Votre Conseil se joint à son Président pour exprimer à nouveau à la direction et au personnel de la banque et de sa filiale ses remerciements pour leur dévouement, leur ardeur à assumer le surcroît de travail et leur solidarité face aux inquiétudes suscitées par l'actualité.



# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

## SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Aux Actionnaires,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Banque d'Escompte – Wormser Frères relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

### **Fondement de l'opinion**

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **Justification des appréciations – Points clés de l'audit**

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelée précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

*Risque de crédit et dépréciation des créances sur base individuelle*

Risque identifié	Notre réponse
<p>Le Groupe Banque d'Escompte – Wormser Frères est exposé aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques, résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts.</p> <p>La Banque constitue des provisions pour couvrir les risques avérés de pertes.</p> <p>Comme indiqué dans l'annexe aux comptes consolidés, les créances douteuses présentant un risque de non recouvrement partiel ou total font l'objet d'une provision pour dépréciation, en déduction de l'actif de façon à couvrir les pertes prévisionnelles. Ce provisionnement est déterminé sur la base d'examens réguliers, dossier par dossier, en tenant compte de l'analyse du risque et des garanties disponibles.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation de ces provisions constitue un point clé de l'audit des comptes consolidés, compte tenu de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour la détermination de l'exposition individuelle de la Banque.</p>	<p>Nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne mises en place par la Banque d'Escompte – Wormser Frères pour évaluer, sur une base individuelle, le montant des dépréciations des créances de sa clientèle, notamment au travers d'échanges réguliers avec la direction et plus particulièrement avec la direction des engagements et le service juridique.</p> <p>Nos travaux ont consisté en la réalisation de tests, par sondage, du dispositif d'identification et de suivi des risques de crédits et du dispositif d'estimation des dépréciations.</p> <p>Sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risque, nous avons analysé la documentation relative à l'appréciation du risque de non recouvrement.</p>

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport sur la gestion du groupe du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

## **Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**

### Désignation des commissaires aux comptes

Le cabinet MAZARS a été nommé commissaire aux comptes de la société Banque d'Escompte par l'Assemblée Générale du 9 avril 2008.

A la date de clôture, le cabinet MAZARS était dans la quatorzième année de sa mission sans interruption.

Madame Maryse Le Goff est devenue commissaire aux comptes titulaire à la suite de la démission de Monsieur Nicolas Goldet en date du 11 septembre 2017.

A la date de clôture, Madame Maryse Le Goff était dans la cinquième année de sa mission sans interruption.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

#### Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

#### Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Paris et à Courbevoie, le 28 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

MARYSE LE GOFF

MAZARS

Maryse LE GOFF

Bertrand DESPORTES

# BILAN CONSOLIDÉ

AVANT

## ACTIF

(en euros)

	<b>2021</b>	<b>2020</b>
Opérations interbancaires et assimilées (note 2)	195 078 514	148 203 241
Opérations avec la clientèle (note 3)	258 898 514	211 982 937
Obligations, actions et autres titres à revenu fixe et variable (note 1)	25 289 076	14 599 405
Participations, activité de portefeuille et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme	384 212	384 212
Immobilisations corporelles et incorporelles (note 4)	1 624 189	1 703 455
Autres comptes de régularisation et actifs divers (note 5)	12 909 920	11 879 127
	<b>494 184 425</b>	<b>388 752 377</b>

# AU 31 DÉCEMBRE 2021

## RÉPARTITION

	<b>PASSIF</b>	
	<i>(en euros)</i>	
	<b>2021</b>	<b>2020</b>
Opérations interbancaires et assimilées <i>(note 6)</i>	48 090 728	30 738 180
Opérations avec la clientèle <i>(note 7)</i>	394 464 199	310 051 195
Dettes représentés par un titre <i>(note 7)</i>		799 509
Autres comptes de régularisation et passifs divers <i>(note 8)</i>	6 168 341	4 324 278
Provisions pour risques et charges <i>(note 22)</i>	728 649	535 534
Capitaux propres part du groupe (hors FRBG) <i>(note 9)</i>	44 732 508	42 303 681
<i>Capital souscrit</i>	<i>16 000 000</i>	<i>16 000 000</i>
<i>Réserves consolidées et autres</i>	<i>25 903 681</i>	<i>24 747 187</i>
<i>Résultat de l'exercice</i>	<i>2 828 827</i>	<i>1 556 494</i>
	<b>494 184 425</b>	<b>388 752 377</b>

# HORS BILAN

## DES COMPTES CONSOLIDÉS

Au 31 décembre 2021

	(en euros)	<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>Engagements donnés de l'activité bancaire</b> <i>(note 10)</i>		<b>30 430 367</b>	<b>34 989 522</b>
Engagements de financement		23 161 644	17 835 478
Engagements de garantie		7 268 723	17 154 044
<b>Engagements reçus de l'activité bancaire</b> <i>(note 10)</i>		<b>11 814 625</b>	<b>12 680 691</b>
Engagements de garantie		5 443 875	7 823 628
Engagements sur titres		6 370 750	4 857 063



# COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉ

(en euros)

	<b>2021</b>	<b>2020</b>
Intérêts et produits assimilés ( <i>note 13</i> )	7 173 128	6 645 814
Intérêts et charges assimilées ( <i>note 14</i> )	1 230 616	1 073 689
Revenus des titres à revenu variable	277	-
Commissions (produits) ( <i>note 15</i> )	13 127 575	9 007 046
Commissions (charges) ( <i>note 15</i> )	1 660 645	1 756 139
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ( <i>note 16</i> )	83 428	277 949
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ( <i>note 17</i> )	(300 445)	36 553
Autres produits (charges) d'exploitation ( <i>note 18</i> )	602 141	840 911
Autres charges d'exploitation bancaire ( <i>note 18</i> )	28 601	163 029
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>17 766 242</b>	<b>13 815 416</b>
Charges générales d'exploitation ( <i>note 19</i> )	13 893 404	11 433 300
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	348 888	333 427
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>3 523 950</b>	<b>2 048 689</b>
Coût du risque ( <i>note 21</i> )	459 188	138 883
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>3 983 138</b>	<b>2 187 572</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	(14 225)	10 850
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>	<b>3 968 913</b>	<b>2 198 422</b>
Résultats exceptionnels ( <i>note 22</i> )	(103 786)	(20 637)
Impôts sur les bénéfices ( <i>note 23</i> )	(1 036 300)	(621 291)
<b>RÉSULTAT NET - part du Groupe</b>	<b>2 828 827</b>	<b>1 556 494</b>

# ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

## AU 31 DÉCEMBRE 2021

### MODALITÉS DE CONSOLIDATION

#### Périmètre de consolidation

La consolidation porte sur les sociétés contrôlées directement et indirectement par la Banque Wormser Frères. Ces sociétés et le pourcentage de contrôle et d'intérêt les concernant se présentent ainsi :

	31/12/2021		31/12/2020	
	% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
Wormser Frères Gestion	100,00	100,00	100,00	100,00

#### Méthode de consolidation

Les comptes consolidés de l'exercice 2021 ont été établis à partir des comptes sociaux des sociétés correspondant à un exercice de douze mois, débutant le 1er janvier 2021 et prenant fin le 31 décembre 2021.

Les sociétés détenues à plus de 50% sont consolidées par intégration globale, celles détenues à plus de 25% et à moins de 50% sont consolidées par mise en équivalence.

Les soldes et opérations réciproques figurant au bilan ou en compte de résultats ont été éliminés pour les sociétés consolidées par intégration globale.

#### Différence de première consolidation

Des différences existent entre les prix d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la valeur de la part du groupe dans leur actif net à la date des prises de participations. Ces différences positives ont été affectées au poste «différence de première consolidation» à l'actif du bilan.

#### Imposition différée

Certains retraitements apportés aux comptes sociaux des sociétés consolidées, ainsi que certains décalages d'imposition dans le temps qui existent dans les comptes sociaux, dégagent des différences temporaires entre le résultat fiscal et le résultat comptable retraité. Ces différences donnent lieu à la constatation d'impôts différés dans les comptes consolidés.

#### Intérêts des minoritaires

Il s'agit de la part des minoritaires dans la situation nette comptable et dans les résultats des filiales consolidées par intégration globale.

## PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

*Les comptes consolidés annuels ont été établis conformément aux principes et méthodes comptables généralement admis dans la profession bancaire et aux dispositions du règlement n° 2014-07 du Comité de l'Autorité des Normes Comptables.*

### PORTEFEUILLE-TITRES

Conformément au Livre II titre 3 du règlement n° 2014-07 du Comité de l'Autorité des Normes Comptables, il est distingué plusieurs catégories de titres : les titres de transaction, les titres de placement, les titres d'investissement et les titres de participation et filiales.

Le portefeuille est mouvementé à la date de règlement des titres. Durant la période allant de la date de négociation à celle du règlement, les opérations sur titres sont enregistrées au hors-bilan sous la rubrique «Engagements sur titres».

Les **titres de transaction** sont acquis avec une intention de revente dans un délai à court terme. Ils sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. Ces titres sont négociables sur un marché actif et évalués tant à l'actif qu'au passif au cours de clôture de l'exercice, le solde des écarts d'évaluation est porté en charges ou en produits au compte de résultats. Ils sont inscrits au bilan lors du règlement, ils sortent du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes, les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable.

Les **titres de placement** sont les titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées. Ces titres sont enregistrés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus. L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres à revenu fixe fait l'objet d'une imputation *pro rata temporis*, sur la durée de vie résiduelle des titres, au compte de résultats sous la rubrique «Revenus des titres à revenu fixe» et au bilan, la valeur comptable des titres étant ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement selon la méthode actuarielle. Ils sont évalués sur la base du cours le plus récent. Ils font l'objet d'une provision pour dépréciation si le prix du marché est inférieur à leur valeur comptable.

Les **titres d'investissement** sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à leur échéance.

Ils font l'objet d'une certitude de refinancement jusqu'à leur échéance et ne doivent pas être soumis à aucune contrainte existante juridique ou autre qui pourrait remettre en cause leur intention d'être détenus jusqu'à leur échéance. La capacité de conserver les titres jusqu'à leur échéance se justifie soit par l'existence de ressources ou d'accords de refinancement dont la durée restante à courir est au moins égale à celle des titres détenus, soit par adossement des titres aux fonds propres ou aux dépôts reçus, conformément aux hypothèses retenues dans le cadre de la gestion actif/passif.

Ces valeurs ne font pas l'objet d'un provisionnement du risque de marché découlant des variations du niveau des taux d'intérêt. L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres d'investissement fait l'objet d'une imputation *pro rata temporis*, sur la durée de vie résiduelle des titres, au compte de résultats dans la rubrique «Revenus des titres à revenu fixe» et au bilan, la valeur comptable des titres étant ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement selon la méthode actuarielle ou linéaire en fonction de la nature des titres concernés. Une provision est en outre constituée lorsque la dégradation de la qualité de la signature des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres à leur échéance.

Les **titres de participation** sont acquis en vue d'une détention durable. Ils sont évalués au plus bas du prix de revient ou de la valeur d'usage déterminée. Pour les titres non cotés, lorsque la valeur d'usage individuelle des participations devient inférieure à la valeur brute en compte, une provision pour dépréciation est constituée pour le montant de la différence. Lorsque cela est possible, la valeur d'inventaire est estimée à partir de la valeur de sociétés ayant une activité comparable dont les actions sont cotées à la bourse de Paris. Lorsque cela est nécessaire, un abattement peut être pratiqué pour tenir compte des conditions particulières des titres détenus.

## TITRES DONNÉS OU REÇUS EN PENSION

Les recommandations pour l'enregistrement et l'évaluation des opérations de pension précisant les usages de la Place sont appliquées pour l'ensemble des pensions de toutes natures consenties ou obtenues à savoir :

- Le cédant maintient à l'actif de son bilan les titres mis en pension et enregistre au passif de son bilan le montant encaissé représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Il identifie à cette rubrique les titres donnés en pension.
- Le cessionnaire enregistre à l'actif de son bilan le montant décaissé représentatif de sa créance sur le cédant. Les titres reçus en pension n'entrent pas dans les portefeuilles comptables du cessionnaire.
- Lors de l'arrêté comptable, le cédant continue d'évaluer les titres mis en pension selon les règles propres au portefeuille auquel ils appartiennent.
- Le cessionnaire ne comptabilise aucune variation de valeur des titres reçus en pension.
- La charge relative à la dette du cédant et le produit relatif à la créance du cessionnaire sont enregistrés comme des intérêts.

## INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME

### **Instruments de taux d'intérêt à terme**

Les contrats fermes ou conditionnels de taux d'intérêt à terme, traités sur des marchés organisés et assimilés ou de gré à gré, sont évalués au prix du marché et les écarts d'évaluation sont constatés dans le résultat de l'exercice.

Dans le cas d'opérations de couverture affectée, liées à la gestion des positions de taux des actifs et des passifs, les résultats des contrats de taux d'intérêt à terme sont pris en compte de manière symétrique à la comptabilisation des produits ou charges de l'élément couvert, sur la durée de vie résiduelle de cet élément.

### **Echange de taux d'intérêt**

Les contrats d'échange de taux d'intérêt sont enregistrés dans l'une des quatre catégories suivantes selon qu'ils ont pour objet :

- a) de maintenir des positions ouvertes isolées ;
- b) de couvrir, de manière identifiée dès l'origine, le risque de taux d'intérêt affectant un élément ou un ensemble d'éléments homogènes ;
- c) de couvrir et gérer le risque global de taux d'intérêt de l'établissement ;
- d) de permettre une gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les contrats non dénoués sont enregistrés au hors bilan pour leur montant notionnel.

Les charges et les produits relatifs aux contrats d'échange de taux d'intérêt sont traités différemment selon les catégories décrites ci-dessus.

a) les charges et les produits sont inscrits au compte de résultats *prorata temporis*. Les pertes latentes éventuelles résultant de la mise à la valeur du marché des contrats font l'objet d'une provision.

b) les charges et les produits relatifs à ces contrats sont inscrits au compte de résultats de manière identique à la comptabilisation des produits et charges de l'élément ou de l'ensemble des éléments couverts.

c) les charges et les produits sont inscrits *prorata temporis* au compte de résultats.

d) ces contrats sont évalués à leur valeur de marché. Les écarts d'évaluation sont portés en compte de résultats.

### **Instruments de change à terme**

Les opérations de change à terme dites «sèches» ou effectuées en couverture d'autres opérations de change à terme sont évaluées selon le cours de change à terme restant à courir de la devise concernée. Les écarts d'évaluation sont constatés dans le résultat de l'exercice.

Dans le cas d'opérations de couverture ayant pour but de compenser ou de réduire le risque de variation de change d'un ensemble homogène d'éléments de bilan et hors bilan, ces opérations sont évaluées au cours de marché utilisé pour l'évaluation des éléments couverts. Les écarts sont portés au compte de résultat de manière symétrique aux gains ou pertes de change sur les éléments couverts.

### **OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE**

Les crédits à la clientèle sont inscrits au bilan pour leur montant nominal. A la clôture de l'exercice, les intérêts courus non encore échus sont calculés *prorata temporis* et comptabilisés en créances rattachées.

Les prêts consentis signés mais non encore versés sont enregistrés au hors bilan au poste « Engagement de financement ».

En application du Livre II titre 2 du règlement n° 2014-07 du Comité de l'Autorité des Normes Comptables, les créances sont réparties en encours sains, encours douteux et encours douteux compromis.

Sont qualifiés de créances saines les encours qui ne sont pas porteurs d'un risque de crédit avéré. Un risque de crédit est avéré dès lors qu'il est probable que la Banque ne percevra pas, tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois (six mois pour les créances sur des acquéreurs de logement). Le déclassement d'une créance en encours douteux entraîne le transfert de l'encours total des créances sur une même contrepartie. Pour ces créances douteuses, les intérêts courus ou échus non perçus sont comptabilisés en appliquant le taux contractuel à la valeur brute.

Au sein des créances douteuses, une catégorie spécifique est identifiée, dénommée « créances douteuses compromises ». Il s'agit des créances pour lesquelles les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé. En tout état de cause, l'identification en encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux. Pour ces créances douteuses compromises, les intérêts courus ou échus non perçus ne sont pas enregistrés.

Les créances douteuses comportant un risque de non recouvrement partiel ou total font l'objet d'une provision pour dépréciation, en déduction de l'actif, de façon à couvrir les pertes prévisionnelles.

Ce provisionnement est déterminé sur la base d'examens réguliers, dossier par dossier, en tenant compte de l'analyse du risque et des garanties disponibles.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées, pour risque de non recouvrement, sont enregistrées en « Coût du risque » du compte de résultats, à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultats.

## CONVERSION DES OPÉRATIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les créances, dettes et engagements libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les produits et les charges enregistrés en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours effectif de cession ou d'achat de ces monnaies ou, en ce qui concerne les produits et charges non encore réglés à la clôture de l'exercice, au taux de change en vigueur à cette date.

## IMMOBILISATIONS

Les immobilisations figurent au coût historique diminué des amortissements, calculés sur la durée de vie des actifs concernés. Les durées de vie et modes d'amortissement sont les suivants :

Agencement et mobilier :	Linéaire	10 ans
Matériels informatiques :	Linéaire	5 ans
Logiciels :	Linéaire	1 à 7 ans
Matériel de bureau :	Linéaire	4 à 5 ans
Frais d'établissement :	Linéaire	3 ans

## DIFFÉRENCE DE PREMIÈRE CONSOLIDATION

Les différences de première consolidation font l'objet de dépréciation par voie d'amortissement sur une durée de vingt ans maximum.

## COMPTE DE RÉSULTATS

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat *pro rata temporis*.

Les autres commissions non assimilées à des intérêts sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;

- commissions rémunérant une prestation continue ou discontinuë : enregistrement au fur et à mesure de la prestation.

Les dividendes des titres sont comptabilisés au moment de leur paiement. Les revenus sur obligations sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice.

Les produits et charges exceptionnels sont déterminés en fonction du caractère significatif de leur montant, de leur degré d'anormalité par rapport à l'activité courante.

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période sur laquelle se rapportent les produits et les charges, quelle que soit la date de son paiement effectif.

#### EVENEMENTS DE L'EXERCICE

La Banque Wormser Frères et Wormser Frères Gestion ont signé avec le CSE de la société Banque d'Escompte représentant les salariés de la banque d'une part, et les salariés de la société de gestion d'autre part un accord d'intéressement le 29 juin 2021. Le résultat consolidé 2021 permet selon la formule de calcul de l'accord, de distribuer un intéressement aux salariés dès la première année de sa mise en place.

#### ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE

A la date d'établissement des comptes annuels, suite aux événements ayant lieu en Ukraine, la banque n'a pas constaté d'impact notable sur la bonne marche de son activité.

#### MONTANT GLOBAL EN CONTREVALEUR EN EUROS DE L'ACTIF ET DU PASSIF EN DEVICES

(en milliers d'euros)

	<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>Total du bilan</b>	<b>494 184</b>	<b>388 752</b>
Actif en devises	18 526	16 303
Passif en devises	17 782	15 397

#### INFORMATIONS SUR LES IMPLANTATIONS INCLUSES DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION SELON L'ARTICLE L. 511-45 DU CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER

2021 - Implantation par pays : France  
Banque Wormser Frères  
Wormser Frères Gestion

Métier  
Banque privée  
Société de gestion

Informations par pays (en milliers d'euros) :

France	2021	2020
Chiffre d'affaires	20 987	16 772
Produit Net bancaire	17 766	13 815
Effectifs en équivalent temps plein	72	73
Bénéfice avant impôt	3 865	2 178
Impôts sur les bénéfices courants	- 1 036	- 621
Impôts sur les bénéfices différés	Néant	Néant
Subventions publiques reçues	Néant	Néant

## INFORMATIONS SUR L'ACTIF DU BILAN CONSOLIDÉ

### NOTE 1 - Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe, actions et autres titres à revenu variable (en milliers d'euros)

	2021			2020				
	Effets publics	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Effets publics	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	Total
<b>Portefeuille de transaction</b>	<b>547</b>		<b>375</b>	<b>922</b>	<b>554</b>			<b>554</b>
Obligations assimilables du Trésor français	547			547	554			554
Opc			375	375				
<b>Portefeuille de placement</b>	<b>12 332</b>	<b>2 172</b>	<b>9 863</b>	<b>24 367</b>	<b>2 849</b>	<b>3 883</b>	<b>7 313</b>	<b>14 045</b>
Valeurs brutes	12 335	2 469	10 133	24 937	2 850	4 154	7 313	14 317
Valeurs du Trésor autres pays OCDE	12 335			12 335	2 850			2 850
Obligations		2 469		2 469		4 154		4 154
Opc			9 169	9 169			6 849	6 849
Actions non cotées			780	780			280	280
Actions cotées			184	184			184	184
<b>Créances rattachées</b>		<b>6</b>		<b>6</b>		<b>1</b>		<b>1</b>
<b>Provision</b>	<b>(3)</b>	<b>(303)</b>	<b>(270)</b>	<b>(576)</b>	<b>(1)</b>	<b>(272)</b>		<b>(273)</b>
Valeurs du Trésor autres pays OCDE	(3)			(3)	(1)			(1)
Obligations		(303)		(303)		(272)		(272)
Opc			(270)	(270)				
<b>Total</b>	<b>12 879</b>	<b>2 172</b>	<b>10 238</b>	<b>25 289</b>	<b>3 403</b>	<b>3 883</b>	<b>7 313</b>	<b>14 599</b>



## Ventilation des titres à revenu fixe selon la durée restant à courir

(valeur brute en milliers d'euros)

	2021				Total	2020				Total
	inf. à 3 mois	de 3 à 6 mois	de 6 mois à 1 an	sup à 1 an et inf à 5 ans		sup à 5 ans	sup à 1 an et inf à 5 ans	sup à 5 ans	Total	
<b>Portefeuille de transaction</b>				<b>8</b>	<b>539</b>	<b>547</b>			<b>554</b>	
Obligations assimilables du Trésor français				8	539	547			554	
<b>Portefeuille de placement</b>	<b>3 525</b>	<b>5 287</b>	<b>3 523</b>		<b>2 369</b>	<b>14 804</b>			<b>7 004</b>	
Valeurs du Trésor Autres pays OCDE	3 525	5 287	3 523		2 369	12 335			2 850	
Valeur d'acquisition	3 525	5 288	3 526			12 339			2 850	
Décote / Prime		(1)	(3)			(4)				
Obligations				100	2 369	2 469			4 154	
Valeur d'acquisition				100	5 819	5 919			6 618	
Décote / Prime					(3 450)	(3 450)			(2 464)	

## PORTEFEUILLE DE PLACEMENT

(en milliers d'euros)

	2021				2020			
	Valeurs comptables	Valeurs estimées	Moins-value provisionnée	Plus value latente	Valeurs comptables	Valeurs estimées	Moins-value provisionnée	Plus value latente
<b>Composition du portefeuille de Placement</b>								
Valeurs du Trésor autres pays OCDE	12 335	12 332	3		2 850	2 849	1	
Obligations	2 469	2 198	303	27	4 154	3 884	272	2
OPC français	9 169	10 174	270	1 275	6 849	7 447		598
Actions	964	994		30	464	479		15
<b>Total</b>	<b>24 937</b>	<b>25 698</b>	<b>576</b>	<b>1 332</b>	<b>14 317</b>	<b>14 659</b>	<b>273</b>	<b>615</b>
<b>Mouvements du portefeuille de Placement</b>	<b>01/01/2021</b>	<b>Entrées</b>	<b>Sorties</b>	<b>31/12/2021</b>	<b>01/01/2020</b>	<b>Entrées</b>	<b>Sorties</b>	<b>31/12/2020</b>
Portefeuille de Placement	14 317	20 356	9 736	24 937	11 475	9 689	6 847	14 317

## NOTE 2 - CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Ventilation en fonction de la durée résiduelle restant à courir

(en milliers d'euros)

	2021				Total
	inf à 3 mois	de 3 à 6 mois	de 6 mois à 1 an	sup à 1 an et inf à 5 ans	
<b>Caisse, Banques centrales, CCP</b>	<b>162 734</b>				<b>162 734</b>
<b>Créances à vue</b>	<b>32 283</b>				<b>32 283</b>
Comptes ordinaires à vue	32 283				32 283
<b>Total</b>	<b>195 017</b>				<b>195 017</b>
					<b>105 024</b>
					<b>43 179</b>
					43 179
					<b>148 203</b>

## NOTE 3 - OPÉRATIONS SUR LA CLIENTÈLE

Ventilation en fonction de la durée résiduelle restant à courir

(en milliers d'euros)

	2021				Total
	inf. à 3 mois	de 3 à 6 mois	de 6 mois à 1 an	sup à 1 an et inf à 5 ans	
<b>Autres concours</b>	<b>12 270</b>	<b>6 696</b>	<b>14 522</b>	<b>114 272</b>	<b>247 961</b>
Crédits à la clientèle à court terme	9 867	3 372	8 623		21 862
Crédits à la clientèle à long terme	2 403	3 324	5 899	114 272	226 099
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>7 778</b>				<b>7 778</b>
<b>Créances douteuses (voir note page suivante)</b>	<b>550</b>	<b>67</b>	<b>158</b>	<b>923</b>	<b>2 276</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>675</b>	<b>166</b>	<b>13</b>	<b>29</b>	<b>884</b>
Autres concours	610	166	13	29	819
Comptes ordinaires débiteurs	65				65
<b>Total</b>	<b>21 273</b>	<b>6 929</b>	<b>14 693</b>	<b>115 224</b>	<b>258 899</b>
					<b>203 255</b>
					18 446
					184 809
					<b>5 306</b>
					<b>2 647</b>
					775
					724
					51
					<b>211 983</b>

### Répartition des créances saines par type de clientèle

	2021	2020
Sociétés	75%	86%
Particuliers	25%	14%

### Répartition des créances saines par type de taux

	2021	2020
Taux variable	15%	24%
Taux fixe	85%	76%

### Concentration des risques (10 principaux encours sains)

(en milliers d'euros)

	Crédits et découverts utilisés	Crédits et découverts non utilisés	Risques bruts	Nantissement Espèces	Garantie PGE	Hypothèques reçues en garanties
1	11 589		11 589	2 070		11 580
2	9 284	83	9 367			8 650
3	9 355		9 355			8 119
4	9 073		9 073	500		
5	6 503		6 503			6 500
6	6 429		6 429		450	5 928
7		6 400	6 400	4 000		
8	6 259	13	6 272			2 179
9	6 230		6 230			5 891
10	5 886		5 886			29
<b>Total</b>	<b>70 608</b>	<b>6 496</b>	<b>77 104</b>	<b>6 570</b>	<b>450</b>	<b>48 876</b>

### Restructuration des créances saines

Au 31 décembre 2021, l'encours des prêts de 247 961 milliers d'euros comportent 5 prêts, d'un montant total de 2 200 milliers d'euros ayant fait l'objet d'une restructuration (prolongation du terme).

### Créances douteuses

(en milliers d'euros)

	Montants bruts 31/12/2021	Provisions 31/12/2021	Montants nets 31/12/2021	Montants bruts 31/12/2020	Provisions 31/12/2020	Montants nets 31/12/2020
Créances douteuses compromises	3 331	2 019	1 312	6 427	4 089	2 338
Créances douteuses	1 041	77	964	309		309
<b>Total</b>	<b>4 372</b>	<b>2 096</b>	<b>2 276</b>	<b>6 736</b>	<b>4 089</b>	<b>2 647</b>

## NOTE 4 - IMMOBILISATIONS

(en milliers d'euros)

	Valeurs brutes	Acquisitions	Cessions/ Comptes à comptes	Valeurs brutes	Amortissements/ Provisions pour dépréciation	Dotations	Reprises	Amortissements/ Provisions pour dépréciation	Valeurs comptables nettes	
	01/01/2021			31/12/2021	01/01/2021			31/12/2021	31/12/2021	31/12/2020
<b>Immobilisations incorporelles</b>										
Fonds de commerce	102			102					102	102
Frais d'établissement	361			361	361			361		
Immobilisations incorporelles en cours	82	155	71	166					166	82
Autres immobilisations	2 441	147		2 588	1 305	259		1 564	1 024	1 136
<b>Total</b>	<b>2 986</b>	<b>302</b>	<b>71</b>	<b>3 217</b>	<b>1 666</b>	<b>259</b>		<b>1 925</b>	<b>1 292</b>	<b>1 320</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>										
Equipements, mobiliers, installations	2 712	39	2	2 749	2 329	90	2	2 417	332	383
<b>Total</b>	<b>2 712</b>	<b>39</b>	<b>2</b>	<b>2 749</b>	<b>2 329</b>	<b>90</b>	<b>2</b>	<b>2 417</b>	<b>332</b>	<b>383</b>
<b>Total</b>	<b>5 698</b>	<b>341</b>	<b>73</b>	<b>5 966</b>	<b>3 995</b>	<b>349</b>	<b>2</b>	<b>4 342</b>	<b>1 624</b>	<b>1 703</b>

## NOTE 5 - AUTRES COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

(en milliers d'euros)

	2021	2020
<b>Primes sur instruments conditionnels vendus</b>	<b>16</b>	
<b>Comptes de règlement sur titres</b>	<b>3 471</b>	<b>5 750</b>
<b>Débiteurs divers</b>	<b>6 917</b>	<b>4 431</b>
Dépôts de garantie	1 540	1 827
Etat, créance sur impot société différé	82	92
Divers	572	344
Débiteur douteux	45	127
Provision douteux	(45)	(60)
Biens immobiliers	4 723	2 101
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>2 506</b>	<b>1 698</b>
Valeurs à rejeter	28	43
Produits à recevoir	2 246	1 474
Charges constatées d'avance	172	169
Divers	60	12
<b>Total</b>	<b>12 910</b>	<b>11 879</b>

## INFORMATIONS SUR LE PASSIF DU BILAN

### NOTE 6 - DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Ventilation en fonction de la durée résiduelle restant à courir

*(en milliers d'euros)*

	<b>2021</b>				<i>Total</i>	<b>2020</b>
	<i>inf à 3 mois</i>	<i>de 3 à 6 mois</i>	<i>de 6 mois à 1 an</i>	<i>sup à 1 an et inf à 5 ans</i>		
<b>Dépôts, comptes ordinaires et autres dettes à vue</b>	<b>47 767</b>				<b>47 767</b>	<b>15 392</b>
Dépôts et comptes ordinaires	47 767				47 767	15 392
<b>Dépôts, comptes ordinaires et autres dettes à terme</b>		<b>300</b>			<b>300</b>	<b>15 300</b>
Emprunt et compte à terme		300			300	15 300
<b>Dettes rattachées</b>	<b>24</b>				<b>24</b>	<b>46</b>
à vue	24				24	46
à terme						
<b>Total</b>	<b>47 791</b>	<b>300</b>			<b>48 091</b>	<b>30 738</b>

### NOTE 7 - OPÉRATIONS SUR LA CLIENTÈLE

Ventilation en fonction de la durée résiduelle restant à courir

*(en milliers d'euros)*

	<b>2021</b>				<i>Total</i>	<b>2020</b>
	<i>inf à 3 mois</i>	<i>de 3 à 6 mois</i>	<i>de 6 mois à 1 an</i>	<i>sup à 1 an et inf à 5 ans</i>		
<b>Comptes créditeurs de la clientèle</b>	<b>368 315</b>	<b>8 908</b>	<b>2 670</b>	<b>14 571</b>	<b>394 464</b>	<b>310 051</b>
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>4 910</b>				<b>4 910</b>	<b>6 013</b>
Comptes sur livret	461				461	478
Plan d'épargne actions	4 449				4 449	5 535
<b>Autres dettes</b>	<b>363 405</b>	<b>8 908</b>	<b>2 670</b>	<b>14 571</b>	<b>389 554</b>	<b>304 038</b>
<b>A vue</b>	<b>361 774</b>				<b>361 774</b>	<b>249 955</b>
Dépôts et comptes ordinaires	361 774				361 774	249 955
<b>A terme</b>	<b>1 631</b>	<b>8 908</b>	<b>2 670</b>	<b>14 571</b>	<b>27 780</b>	<b>54 083</b>
Comptes à terme	1 500	8 908	2 670	14 571	27 649	53 869
Créances rattachées	131				131	214
<b>Dettes représentées par un titre</b>						<b>799</b>
Titres négociables à court terme						797
Créances rattachées						2

## NOTE 8 - AUTRES COMPTES DE RÉGULARISATIONS ET PASSIFS DIVERS

(en milliers d'euros)

	2021	2020
<b>Primes sur instruments conditionnels vendus</b>	<b>3</b>	<b>6</b>
<b>Comptes de règlement sur titres</b>	<b>318</b>	<b>73</b>
<b>Créditeurs divers</b>	<b>2 546</b>	<b>2 559</b>
Etat -Impot société exigible	426	17
Dettes fiscales et sociales	864	1 018
Rente viagère à payer	965	1 099
Divers	291	425
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>3 301</b>	<b>1 686</b>
Charges à payer	2 168	1 387
Produits constatés d'avance	13	3
Compte ajustement sur instruments financiers à terme	133	132
Divers	987	164
<b>Total</b>	<b>6 168</b>	<b>4 324</b>

## NOTE 9 - ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)

	Capital	Réserves consolidées et autres	Report à nouveau	Résultats	Total
<b>Capitaux propres au 31/12/2020 avant affectation</b>	<b>16 000</b>	<b>14 540</b>	<b>10 207</b>	<b>1 556</b>	<b>42 303</b>
<i>Affectation du résultat 2020</i>		(410)	1 566	(1 556)	(400)
<b>Capitaux propres au 31/12/2020 après affectation</b>	<b>16 000</b>	<b>14 130</b>	<b>11 773</b>	<b>-</b>	<b>41 903</b>
Résultat 2021				2 829	2 829
<b>Capitaux propres au 31/12/2021 avant affectation</b>	<b>16 000</b>	<b>14 130</b>	<b>11 773</b>	<b>2 829</b>	<b>44 732</b>
<i>Affectation du résultat 2021</i>			2 228	(2 828)	(600)
<b>Capitaux propres au 31/12/2021 après affectation</b>	<b>16 000</b>	<b>14 130</b>	<b>14 001</b>	<b>-</b>	<b>44 132</b>

## INFORMATIONS SUR LE HORS BILAN

### NOTE 10 - ENGAGEMENTS

(en milliers d'euros)

	2021	2020
<b>Engagements donnés</b>		
Engagements de financement	23 162	17 835
<i>en faveur de la clientèle</i>	23 162	17 835
Engagements de garantie	7 269	17 154
<i>en faveur de la clientèle</i>	7 269	17 154
<b>Engagements reçus</b>		
Engagements de garantie	5 444	7 824
<i>reçus d'établissements de crédit</i>	5 444 *	7 824
Engagements sur titres	6 371	4 857
<i>Titres à recevoir pour compte propre **</i>	6 371	4 857

\* dont garantie de l'Etat français, dans le cadre de l'octroi de prêt PGE suite à la « crise COVID-19 » de 3 772 milliers d'euros au 31 décembre 2021 contre 4 694 milliers d'euros au 31 décembre 2020

\*\* engagement de la Banque d'achat d'obligation privé pour compte propre (titres de placement).

### NOTE 11- ENGAGEMENTS REÇUS DE LA CLIENTÈLE

Les hypothèques immobilières de premier rang reçues de la clientèle en garantie de leurs crédits et découverts s'élèvent au 31 décembre 2021 à 208 931 milliers d'euros contre 165 290 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

Les autres garanties reçues de la clientèle en garantie de leurs crédits et découverts s'élèvent, au 31 décembre 2021, à 449 089 milliers d'euros contre 373 489 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

## NOTE 12 - ENGAGEMENT SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME

(en milliers d'euros)

Les instruments de taux d'intérêt négociés sur des marchés tant organisés que de gré à gré sont exprimés en valeur notionnelle des contrats traités (qu'il s'agisse de contrats à terme fermes ou de contrats d'options) et en valeur nominale touchant les échanges de taux contrats traités. Les valeurs exprimées en devises ont été converties en euros au cours du change retenu pour la clôture des comptes.

	2021				2020			
	Marchés organisés		Marchés de gré à gré		Marchés organisés		Marchés de gré à gré	
	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente
<b>INSTRUMENTS FINANCIERS DE TAUX</b>								
<b>Couverture globale</b>	<b>26 625</b>				<b>26 750</b>			
Opérations d'échange de taux d'intérêt *	26 625				26 750			
<b>Couverture affectée</b>	<b>36 372</b>		<b>11 653</b>		<b>47 171</b>		<b>14 538</b>	
Contrats conditionnels	36 372		11 653		47 171		14 538	
<b>INSTRUMENTS FINANCIERS SUR ACTIONS</b>								
<b>Couverture affectée</b>	<b>3 141</b>							
Contrats conditionnels	3 141							

\* Par convention, les swaps «achetés» sont les swaps pour lesquels la banque paie le taux fixe, les swaps «vendus» sont les swaps pour lesquels la banque reçoit le taux fixe.

### INSTRUMENTS FINANCIERS DE TAUX

durée restant à courir et valeur de marché (en milliers d'euros)

	2021						2020
	inf. à 3 mois	de 3 à 6 mois	de 6 mois à 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	Total	Total
<b>Achat sur marché de gré à gré</b>							
Nominal	62		2 730	4 552	55 653	62 997	73 922
Valeur de marché	6		39	206	1 659	1 910	3 284
<b>Vente sur marché de gré à gré</b>							
Nominal			1 177	469	10 007	11 653	14 538
Valeur de marché				1	145	146	44

### INSTRUMENTS FINANCIERS SUR ACTIONS

durée restant à courir et valeur de marché (en milliers d'euros)

	2021		2020
	inf. à 3 mois	Total	Total
<b>Achat sur marché organisé</b>			
Nominal	3 141	3 141	
Valeur de marché	607	607	



# INFORMATION SUR LE COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉ

## NOTE 13 - INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS

(en milliers d'euros)

	2021	2020
<b>Produits des opérations</b>		
* avec les établissements de crédit	122	74
Produits sur prêts	122	74
* avec la clientèle	6 913	6 402
Produits sur créances clientèle	6 910	6 398
Produits sur autres opérations	3	4
<b>Produits sur obligations et autres titres à revenu fixe</b>	<b>138</b>	<b>170</b>
Revenus sur titres de placement	138	170
Etalement de la prime sur titres de placement		
<b>Total</b>	<b>7 173</b>	<b>6 646</b>

## NOTE 14 - INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES

(en milliers d'euros)

	2021	2020
<b>Charges des opérations</b>		
* avec les établissements de crédit	1 066	769
Charges sur emprunt	792	531
Charges sur titres reçus en pension livrée		
Charges sur instrument à terme	274	238
* avec la clientèle	164	305
Charges sur titres négociables émis		10
Charges sur comptes à terme	162	291
Charges sur autres opérations	2	4
<b>Total</b>	<b>1 230</b>	<b>1 074</b>

## NOTE 15 - COURTAGES ET COMMISSIONS

(en milliers d'euros)

	2021	2020
<b>Produits de courtages et commissions</b>	<b>13 128</b>	<b>9 007</b>
Opérations sur titres	6 097	4 242
Autres opérations	7 031	4 765
<b>Charges de courtages et commissions</b>	<b>1 661</b>	<b>1 756</b>
Opérations sur titres	221	211
Autres opérations	1 440	1 545
<b>Résultat net sur commissions</b>	<b>11 467</b>	<b>7 251</b>

## NOTE 16 - PRODUITS ET CHARGES DES PORTEFEUILLES DE NÉGOCIATION

(en milliers d'euros)

	2021	2020
Titres de transaction	(8)	51
Opérations de change	178	177
Opérations sur instruments financiers	(87)	50
<b>Total</b>	<b>83</b>	<b>278</b>

## NOTE 17 - PRODUITS ET CHARGES DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILÉS

(en milliers d'euros)

	2021	2020
Plus value sur titres de placement	3	126
(Dotations)/Reprises de provision	(303)	(89)
<b>Total</b>	<b>(300)</b>	<b>37</b>

## NOTE 18 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)

	2021	2020
Opérations immobilières	333	553
Charges refacturées	142	234
Prestations	40	70
Produits divers	87	19
<b>Autres produits d'exploitation</b>	<b>602</b>	<b>876</b>
Opérations immobilières	26	154
Charges diverses	3	9
<b>Autres charges d'exploitation</b>	<b>29</b>	<b>163</b>

## NOTE 19- CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)

	2021	2020
Frais de personnel (note 21)	8 011	7 291
Autres frais administratifs *	5 882	4 142
<b>Total</b>	<b>13 893</b>	<b>11 433</b>

\* Le montant global annuel des jetons de présence versé par la société mère à ses administrateurs a été de 35 750 euros en 2021 et de 35 750 euros en 2020.

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes facturés au titre du contrôle légal des comptes en 2021 et 2020 a été respectivement de 109 098 euros et 102 016 euros .

Il n'y a pas eu d'honoraires des commissaires aux comptes facturés au titre des conseils et prestations de service entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes ni en 2021, ni en 2020.

## NOTE 20 - FRAIS DE PERSONNEL

(en milliers d'euros)

	2021	2020
Salaires	4 960	4 693
Interessement	262	
Charges sociales	2 214	2 013
Impôts, taxes et autres charges sur les rémunérations versées	575	585
<b>Total</b>	<b>8 011</b>	<b>7 291</b>

Le nombre moyen des salariés permanents employés au cours de l'exercice par les entreprises consolidées par intégration globale est de 72 personnes, contre 73 personnes sur l'exercice précédent.

## NOTE 21 - COÛT DU RISQUE

(en milliers d'euros)

	2020	Dotation	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	2021
<b>Provision pour dépréciation</b>					
Créances sur Clientèle (note 3)	4 089	950 *	(1 368)	(1 575)	2 096
Débiteurs divers (note 5)	60		(15)		45
<b>Total des provisions pour dépréciation de créances</b>	<b>4 149</b>	<b>950</b>	<b>(1 383)</b>	<b>(1 575)</b>	<b>2 141</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>					
Indemnités fin de carrière	330		(18)		312
Provision risque prud'homal	121	71			192
Provision risque litige clientèle	85	150	(10)		225
<b>Total des provisions pour risques et charges</b>	<b>536</b>	<b>221</b>	<b>(28)</b>		<b>729</b>

\* La dotation aux provisions de 949 556 euros a été classée pour :

- 102 678 euros à la provision des intérêts sur les créances douteuses, et sont donc une charge du produit net bancaire ;
- les 846 878 euros restant en dotation aux provisions font partie intégrante du coût du risque.

Le coût du risque pour l'exercice 2021 contribue aux résultats pour +441 milliers d'euros provenant de :

<i>reprise de provisions pour dépréciation utilisée</i>	1 368
<i>reprise de provisions pour dépréciation non utilisée</i>	1 575
<i>reprise aux provisions pour débiteurs divers</i>	15
<i>reprise de provisions pour risques et charges utilisée</i>	10
<i>récupération sur créances amorties</i>	1
<b>total produits</b>	<b>2 969</b>
<i>dotation aux provisions pour dépréciation Clientèle</i>	(847)
<i>dotation aux provisions pour débiteurs divers</i>	(221)
<i>dotation aux provisions pour risques et charges</i>	(221)
<i>créances irrécouvrables couvertes par provision</i>	(1 368)
<i>créances irrécouvrables non couvertes par provision</i>	(92)
<b>total charges</b>	<b>(2 528)</b>
	=====
<b>Contribution nette aux résultats</b>	<b>441</b>

## NOTE 22 - RÉSULTATS EXCEPTIONNELS

(en milliers d'euros)

	2021	2020
Produits exceptionnels	2	3
Charges exceptionnelles	(106) *	(24)
<b>Total</b>	<b>(104)</b>	<b>(21)</b>

\* dont indemnité sur litiges : 100 milliers d'euros en 2021

## NOTE 23 - IMPÔTS SUR LES SOCIÉTÉS

(en milliers d'euros)

	2021	2020
Charges des impôts courants de l'exercice	1 064	627
Charges des impôts exceptionnels de l'exercice	(28)	(6)
<b>Charges/(Produits) de l'impôt sur les sociétés</b>	<b>1 036</b>	<b>621</b>

\* \*

\*

# BILAN CONSOLIDÉ

APRÈS

## ACTIF

(en euros)

	<b>2021</b>	<b>2020</b>
Opérations interbancaires et assimilées (note 2)	195 078 514	148 203 241
Opérations avec la clientèle (note 3)	258 898 514	211 982 937
Obligations, actions et autres titres à revenu fixe et variable (note 1)	25 289 076	14 599 405
Participations, activité de portefeuille et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme	384 212	384 212
Immobilisations corporelles et incorporelles (note 4)	1 624 189	1 703 455
Autres comptes de régularisation et actifs divers (note 5)	12 909 920	11 879 127
	<b>494 184 425</b>	<b>388 752 377</b>

# AU 31 DÉCEMBRE 2021

## RÉPARTITION

### PASSIF

(en euros)

	<b>2021</b>	<b>2020</b>
Opérations interbancaires et assimilées (note 6)	48 090 728	30 738 180
Opérations avec la clientèle (note 7)	394 464 199	310 051 195
Dettes représentés par un titre (note 7)		799 509
Autres comptes de régularisation et passifs divers (note 8)	6 768 341	4 724 278
Provisions pour risques et charges (note 22)	728 649	535 534
Capitaux propres part du groupe (hors FRBG) (note 9)	44 132 508	41 903 681
<i>Capital souscrit</i>	<i>16 000 000</i>	<i>16 000 000</i>
<i>Réserves consolidées et autres</i>	<i>28 132 508</i>	<i>25 903 681</i>
	<b>494 184 425</b>	<b>388 752 377</b>



13, boulevard Haussmann 75009 Paris - France  
Tél. : +33-1 47 70 90 80 - Fax : +33-1 47 70 37 79  
[secretariat@banquewormser.com](mailto:secretariat@banquewormser.com) - [www.banquewormser.com](http://www.banquewormser.com)  
Banque Wormser Frères est le nom commercial de la Banque d'Escompte  
S.A. au capital de 16 000 000 Euros - R.C. Paris B 562 102 913